

Informations

Correspondance

Ouvrières

SOMMAIRE

BELGIQUE

La fin de la grève chez Ford 1

ITALIE

travailleurs contresyndicats et patrons 2

GRANDE-BRETAGNE

Les grèves au jour le jour.... 6

FRANCE

Le Monde, C.E.L., Montereau-Facultés, G.A.N., Chausson, Citroën 10

ESPAGNE, lettres 13

Un homme averti en vaut deux 15

Un journal "Passer-Outre" 16

Autogestion- lettres- l'école... 17

Les liaisons et le travail d'ICO 21

M.I.-JUIN : Jeumont-Schneider... 26

A.G.F. 30

PUBLICATIONS 33

mensuel

LE NUMÉRO

0.60 frs
ou 2 timbres

NUMERO: 76

DECEMBRE 1968.

La Voie (n° 22 -oct 68) BP 21 - Lagny 77 - Au sommaire "Une rentrée comme les autres? Le rôle des différentes organisations dans les luttes antérieures à mai . Le rôle des différentes organisations en mai - La notion d'avant garde aujourd'hui et les Comités d'action -Premières propositions aux militants ouvriers "

Manifeste de II signataires "Le mouvement de Mai doit choisir" Paul Louis Thirard
BP 21 Lagny 77

L'homme libre n° 37 BP 282 - St Etienne 42

Protection contre les rayonnements ionisants - I Grande Rue Crisenoy - 77 Guignes
informations sur les irradiations médicales .

Mouvement du 17 mai (octobre 68) Ir bulletin de militants étudiants et travailleurs suisses de Genève - Informations sur les journées de mai en Suisse et le développement de l'action- Pour la concrétisation de groupes d'entreprises créés d'abord par les travailleurs ,groupes ayant une fonction d'information dans l'entreprise et d'action une fois qu'un groupe est constitué et peut se saisir d'un problème concernant tous les travailleurs . Ces groupes sont ouverts ,c'est à dire qu'y collaborent des personnes extérieures à l'entreprise (pas de séparation artificielle et rôle théorique ou pratique) Bulletin destiné en partie à l'information réciproque de ces groupes . Case postale 279 Genève 2 Gare .

Bulletin d'information du Comité Espagne Révolutionnaire sur la répression franquiste en Europe et l'arrestation en Belgique d'Octavio Alberola .

Perspectives syndicalistes n° 44 - novembre 68 - 8 Place Bonsergent Paris 10ème

"Que penser de l'autogestion ? "

Pouvoir Ouvrier (n° 93 octobre 68) 22 rue Léopold Bellan Paris 2ème "Peut on former maintenant le parti révolutionnaire ? "

Révolution Internationale - Déclaration de principes septembre 68 d'un groupe de Toulouse constitué sous ce nom pour former le "parti révolutionnaire (qui) n'est ni le "représentant " ,ni "l'état major " ,ni la "conscience " de la classe ouvrière . Comme organisation ,il n'a ni à diriger la classe ,ni à exercer le pouvoir à sa place . Son rôle est de contribuer à l'auto organisation de la classe par le développement et la diffusion de la théorie révolutionnaire et la participation quotidienne aux luttes de la classe . "

Noir et Rouge - Cahier d'études anarchistes - n° 41-42 - novembre 68 - Au sommaire :
Cohabendistes ? Avant mai - Mai juin 68 à Frileuse - Tentatives d'autogestion en France
mai juin 68 - Révolution ,syndicats et travailleurs - Dans le livre ,en mai 68 - La
presse soviétique et les événements en France (Lagant - BP 113 - Paris 18ème)

Conseils ouvriers et utopie socialiste numéro spécial des cahiers de discussion pour
le socialisme de conseils - 5 F - Front Noir BP 9 Paris 12ème -ccp Janover 2980 03 Paris
Au sommaire :réflexions à propos de la révolte de mai -Syndicats et partis ouvriers au
service de l'exploitation capitaliste -Notes sur la guerre au Vietnam - Les limites
de l'intégration - Conseils ouvriers de Pannekoek (chapitres IV ,VII ,VIII - Les 12
articles de la Fédération socialiste (Gustav Landauer)

Interéducation (10 rue auguste Bartholdi Paris 15ème) revue éditée en commun par diffé-
rents groupes d'éducation nouvelle - n° 4 octobre 68 - remarqué parmi divers articles pé-
dagogiques un article anonyme -et pour cause - intitulé "un sabotage " dont nous citons
le premier paragraphe : " Il y a un an ,j'écrivais aux camarades d'ICO : Je crois que
vous rendriez service en publiant des informations sur ce qui me semble bien être un des
ultimes moyens -sinon le dernier - dont le salarié dispose dans sa lutte contre le patro-
nat et -ou - la bureaucratie exploiteurs :le sabotage du produit du travail . Bien sûr
ce n'est pas tout simple ,cela peut prendre des formes apparemment anodines ,mais cela
semble possible dans toutes les professions . Si cela vous semble intéressant ,je
pourrais vous dire comment faire quand on est instituteur " Emile Pouget fut un des
premiers à voir dans le sabotage une arme efficace de la lutte révolutionnaire . Dans
un petit livre ,il a décrit en détail les différentes techniques de sabotage ,action
directe privilégiée ,souvent positive et non -violente qu'il justifie sur le plan de
l'éthique de la révolte ,action directe polymorphe et utilisable par les individus
isolés ,par les petits groupes ,par les grandes organisations " suit l'exposé du sabo-
tage d'un examen du certificat d'études par un (e) surveillant(e) et correcteur (trices)

BELGIQUE

USINES FORD de GENK (Limbourg) (voir ICO N° 75- p.5)

La fin d'une grève ou l'histoire se répète ! (d'un camarade hollandais)

La grève aux usines Ford à Genk (Limbourg belge) est finie. Elle est finie justement de cette façon-là qu'il était facile de prédire au moment même où elle se déclenchait: les syndicats belges ont passé un accord avec la direction de l'entreprise un accord qui en vérité est loin de cette victoire que les chefs syndicaux prétendaient avoir déjà obtenu lorsqu'ils s'adressaient aux manifestants devant l'Hôtel de ville d'Hasselt, le samedi 2 novembre après deux semaines de grève. Même les salaires égaux à ceux des ouvriers Ford d'Anvers ne sont pas obtenus. L'entreprise Ford a proposé une certaine hausse, mais les syndicats de leur côté, ont été assez "raisonnables" pour admettre que l'égalité complète ne correspondait pas encore aux possibilités de l'usine, ni à la situation économique de la région. Quant aux conditions de travail, tellement critiquées rien n'est décidé concrètement. La direction et les syndicats ont convenu de les examiner et de chercher ensemble des moyens pour les améliorer. Une phrase alors qui n'oblige à rien la direction ni les syndicats.

Tout ça s'est déroulé dans une atmosphère de mystification. Les pour-parlers entre Ford, les syndicats, les représentants de Fabrimetal et du Ministère du Travail avaient lieu à Anvers, au siège de Fabrimetal (organisation patronale de l'industrie métallurgique). Au bout de la quatrième semaine de grève, la nouvelle qu'on était parvenu à un accord paraît dans la presse, mais pas plus. Du contenu pas un seul mot. J'ai acheté tous les journaux belges: rien du tout. Les journalistes disaient à leurs lecteurs: "nous ne pouvons pas donner plus, on nous refuse toute information. Le contenu de l'accord reste un secret, et même le ministre du travail ne veut rien en dire". Ce ministre du Travail n'est rien d'autre que Louis Major (ancien secrétaire national de la FGTB, d'une réputation douteuse comme on peut s'en souvenir des grèves d'un passé récent).

Une chose est complètement claire: il fallait que les grévistes s'expriment sur l'accord. Mais les syndicats, le patronat et le gouvernement voulaient couper à tout prix une information par avance. Il s'agissait d'empêcher une discussion des termes de cet accord par les ouvriers à l'avance et dans le calme.

Jeudi 21 novembre le soir, ce fut la réunion décisive. Pour la tenir, les chefs syndicaux avaient choisi le même endroit où fut étranglée en 66 la grève des mineurs: la salle Familia à Hoevezaval-Waterschei (voir ICO N° 47-mars 66- La grève des mineurs de Zwartberg). Quelle ironie de l'histoire. Quelles que soient les différences entre la grève des mineurs, déclenchée par eux-mêmes, et la grève à Ford, proclamée par les syndicats (mais sous la pression de la base) le dernier acte des deux mouvements fut joué dans le même décor, avec les mêmes gestes, presque les mêmes mots, les mêmes trucs, la même duperie. En un mot l'histoire se répétait. A l'entrée de la salle Familia se trouvaient, ce jeudi soir, tous les cadres syndicaux pour bien contrôler les cartes. Il ne suffisait pas d'être ouvrier de chez Ford pour être admis, non, il fallait être syndiqué. Et à côté des cadres syndicaux, ces "chiens de garde" de l'ordre syndical, les "chiens de garde" de l'ordre public: de l'autre côté de la rue, la gendarmerie nationale, debout, armée, prête à intervenir si l'arrogance de cet espèce de théâtre avait été mise en danger par les non-syndiqués. Je peux dépeindre ce tableau caractéristique grâce à l'envoyé spécial du journal "De Nieuwe Gids" ("Le Guide Nouveau", tendance libérale) qui raconte aux lecteurs tous les détails dans l'édition du 22/II/68 avec une naïveté d'habitude.

Les résultats de toutes ces précautions correspondaient à ce qu'on pouvait en attendre: sur les 6500 ouvriers de chez Ford, 2970 étaient dans la salle. Moins de la moitié. Sur ces 2970, 2573 acceptaient l'accord, 397 étaient contre. Ça veut dire qu'enfin l'accord fut accepté par 2573 sur 6500 grévistes, pas la majorité comme l'écrivaient les journaux syndicaux le lendemain, mais une minorité, assez petite même. Il y avait seulement une majorité de vote dans la réunion et cette majorité avait été créée artificiellement par les mesures que j'ai mentionnées ci-dessus.

Mais même cette majorité dans la salle, pour artificielle qu'elle fût ne fut pas obtenue facilement et vite. "De Nieuwe Gids" raconte que l'atmosphère dans la réunion était tout à fait hostile à un accord dès le début. A chaque instant les orateurs syndicaux étaient interrompus par les ouvriers, qui scandaient: " la grève, la grève". Pendant des heures, les bureaucrates étaient obligés de mettre le paquet pour obtenir une "victoire". Et si un tel effort leur était nécessaire devant leurs membres on peut s'imaginer facilement quel était l'esprit de tous ces ouvriers non syndiqués absentionnistes par méfiance du monde syndical auquel ces ouvriers à l'intérieur de la salle se sont dits "appartenir".

Comme à la fin de la grève des mineurs, les bureaucrates n'ont pas demandé l'opinion des non syndiqués. C'est ça leur méthode d'imposer leur volonté aux ouvriers en lutte. Comme on voit, en Belgique aussi on sait "terminer une grève"!

ooooooo

ITALIE

Ce texte complète celui qui a été publié dans le N° 74, octobre 68 page 4, sur Fiat et les liaisons ouvriers-étudiants.

Il permet de faire le parallèle avec ce qui se passe ici même dans les entreprises entre les travailleurs et les bureaucraties patronales et syndicales. Il est extrait d'un bulletin Tribuna Operaia (Tribune Ouvrière) diffusé par un groupe ouvriers-étudiants de Gênes.

Italsider (trust d'état italien) M.O.F.: une grève "illégale"

La grève de la semaine dernière, organisée par un groupe d'ouvriers du MOF, pour répondre aux représailles de la direction de l'Oscar, constitue aussi la première riposte ouvrière à la politique de collaboration menée par tous les syndicats. La grève a été organisée par un groupe d'ouvriers de la FIOM (I) décidés à porter un coup à la domination des chefs administratifs et du honteux asservissement des bureaucrates syndicaux à cette politique de l'administration...

..Il faut remonter loin dans le temps, exactement à mai dernier, quand les épuisantes et insoutenables conditions de travail arrivèrent à créer une notable tension dans le MOF et qu'un groupe d'ouvriers firent pression pour que soit convoquée l'assemblée d'atelier. Bien que les syndicats aient fait bien peu pour son succès, l'assemblée convoquée pour le 17 mai est très nombreuse. Il y vient au jour tout le mécontentement qui circule dans l'atelier, les critiques à propos surtout de la politique des chefs qui imposent un système de travail épuisant pour les nerfs (12 heures, manque d'organisation..) avec les menaces, les amendes, les sommations, avec le continuel déplacement des ouvriers d'une machine à l'autre, pour rompre la solidarité qui se crée entre eux au bout de peut de jours de travail en commun. Il s'agit d'une critique "politique" contre le système de travail, contre la domination illimitée des chefs; des revendications précises viennent aussi au jour, dont en premier lieu le retrait des mesures disciplinaires. Les revendications présentées étaient les suivantes:

- 1/ retrait des mesures disciplinaires
- 2/ deux opérateurs par machine
- 3/ trois mécaniciens pour 2 machines au plan de charge Acc.
- 4/ disponibles à l'atelier
- 5/ indemnité de poussière à tous
- 6/ augmentation de la paie des catégories manoeuvres et machinistes
- 7/ règlement stipulé par contrat.

(I) FIOM et CGIL syndicats du Parti communiste Italien (CGT en France). - CISL, syndicat catholique (CFDT) - UIL, syndicat social-démocrate (Force Ouvrière).

Quelle est l'attitude des syndicalistes à l'assemblée? Quelques-uns déversent la critique politique sur la méthode de travail "forcé", disent que le contremaître a mauvais caractère, d'autres cherchent à liquider les revendications, développant des discours sur leur contrat d'embauche. Les ouvriers comprennent tout de suite de quoi il retourne et cherchent (...) les syndicalistes sur leurs propres responsabilités, et l'assemblée se termine avec la décision précise d'une grève de 7 jours à partir de la présentation des revendications.

À l'expiration des 7 jours un groupe du MOF se rend auprès des syndicats et s'entend dire que le problème des revendications n'est pas de leur compétence, mais de celle du C.I. (Commission Interne, équivalent du Comité d'Entreprise). Celui-ci déclare aussitôt après ne pas accepter l'ultimatum des ouvriers, tant pour les revendications que pour le temps de grève. Evidemment, le C.I. accepte seulement ce qu'impose le patron, mais non ce qu'imposent les ouvriers...

Alors, les ouvriers commencent à acculer les syndicats, parce qu'ils reconvoquent l'assemblée. La UIL est d'accord, mais la CISL refuse. Grâce au refus de la CISL la FIOM est d'accord mais dit que sans faire l'unité avec la CISL la chose n'est pas possible.

Cependant la direction répond avec bien peu de précision à toutes les revendications présentées par le C.I.

15 jours se sont déjà écoulés depuis l'assemblée.

Après la réponse de la direction, et après une autre mesure disciplinaire contre un des ouvriers les plus combattifs de l'assemblée, que fait la FIOM? Elle convoque l'assemblée de ses adhérents. Le billet de convocation, toutefois, est déjà une lâcheté: on n'y demande pas le retrait des mesures disciplinaires mais d'en examiner les motifs, on ne demande pas deux opérateurs pour chaque machine, mais on parle en termes généraux de "situation du personnel"; et puis une note en bas de page dissuade l'assemblée puisqu'elle dit qu'au "dernier moment" l'Intersyndicale est disposée à traiter alors que l'assemblée avait été convoquée pour décider la lutte, et en fait les adhérents de la FIOM s'entendent dire par l'habituel bureaucrate que tout devait être renvoyé après la rencontre avec l'Intersyndicale! Les adhérents en tous cas, répètent que si la rencontre est négative, on proclame aussitôt la grève, et font un tract dans ce sens, mais bien entendu les fonctionnaires syndicaux ne le publient pas.

À la rencontre l'Intersyndicale répond NON à tout; que fait alors la FIOM? Elle ne proclame pas la grève à la barbe de ses syndiqués. Elle doit pourtant se prononcer et dit en fait qu'elle cherchera d'accord avec la CISL et l'UIL, à convoquer l'assemblée.

Nous sommes au début de juillet; il est clair que les syndicats gagnent du temps pour laisser arriver la période des congés et démonter l'agitation; l'assemblée en fait est convoquée fin juillet et n'est pas aussi nombreuse que la première, soit parce que beaucoup sont en vacances, soit parce que, après s'être fait moquer d'eux pendant deux mois et demie; il y en a peu qui croient pouvoir faire quelque chose avec les syndicats. Et ces derniers ont raison, parce qu'à l'assemblée les présents touchent de la main la nature bureaucratique du syndicat. "Nous sommes, nous, les délégués naturels de la première assemblée- disent les ouvriers- donc nous pouvons proclamer la grève". Les syndicalistes répondent en chœur: " ce sont les syndiqués qui peuvent proclamer la grève". Carte en main, tous les présents prouvent qu'ils sont adhérents. À ce moment les fonctionnaires sortent le statut syndical et disent que ce ne sont pas les syndiqués qui peuvent décider, mais le syndicat. Et en effet, ils ont raison, les syndiqués ne comptent absolument pour rien, ce qui compte dans le syndicat c'est le fonctionnaire, le bureaucrate payé par les inscrits. On aurait cru entendre parler le chef d'atelier: " vous, vous ne comptez pas, vous êtes ouvriers, ce qui compte c'est moi, le chef, payé par votre travail".

Le mois d'août arrive et avec lui arrivent les 12 heures par jour; c'est loin des deux opérateurs par machine! Le chef d'atelier parfaitement informé de toutes les vicissitudes de la lutte, prépare cependant le terrain des repréailles. On commence des cours de mécanique à 10 manoeuvres avec la promesse de les mettre sur des machines.

On cherche ainsi à diviser les ouvriers sur machines et les manoeuvres. Les ouvriers sur machines savent que le cours est fait pour remplacer certains d'entre eux, et certainement pas pour occuper de nouvelles machines. Et en fait en octobre, commencent à courir les bruits de transferts et les menaces.

Le ton habituel du chef: "moi, je commande, moi je peux vous faire du mal, moi je vous le fais", n'a pas autre chose dans la vie que de nuire aux autres, c'est son devoir, c'est son métier. Il pense même la nuit au moyen de rouler les gons le lendemain. Aux paroles succèdent les faits: le groupe ouvrier de pointe est transféré de façon à ne pas nuire.

L'habituel pèlerinage au sanctuaire de la FIOM et du C.I. recommence mais seulement pendant quelques jours. Quelques bureaucrates font mine de s'indigner, mais il n'est pas du tout parlé d'action. Désormais il est trop clair que les syndicats ne bougent que quand l'état les fait bouger. Les chefs syndicaux sont de mauvaise foi? Ils sont "vendus"? Plus simplement ils défendent âprement leur "fromage"; qui prend la responsabilité de faire quelque chose qui pourrait troubler leur mesquine carrière dans l'appareil bureaucratique du syndicat ou dans l'administration?

...

Quand a été diffusé le tract qui proclamait la grève du MOF, ceux qui sont payés par les ouvriers pour défendre leurs intérêts, qu'ont-ils fait? Le fonctionnaire de la FIOM a dit clairement que le lendemain matin il viendrait pour briser la grève. Les membres FIOM du C.I. ont déclaré qu'ils resteraient spectateurs. Le lendemain matin le fonctionnaire FIOM (avec sa bellecarte "communiste" en poche)(I), s'est levé de bonne heure et est accouru pour faire son petit travail anti-grève. Quand il a vu que l'équipe des ouvriers de la MOF s'était arrêtée (une quinzaine d'ouvriers devant la sortie de St Jean d'Acres) il est allé vers eux et a dit: "Allez travailler, ou je vous licencie". Marquer une telle attitude n'est pas difficile il suffit d'y penser: qui pouvait briser une telle action de grève? peut-être le chef d'atelier? peut-être la police? Leur intervention aurait obtenu l'effet contraire. Qui pouvait briser la grève sinon le fonctionnaire syndical? Il est payé justement pour réprimer toute initiative de base, et tenir en main les ouvriers. Pendant des mois, s'il n'a pas été joliment débordé par l'initiative ouvrière, il est intervenu seulement quand il s'est agi de la réprimer. Son attitude se qualifie de soi. Il n'est pas besoin d'ajouter grand'chose, sauf préciser que, comme pour le chef d'atelier, il ne s'agit pas d'une question de caractère, mais de métier, de fonctions, et que le comportement du chef d'atelier et celui du fonctionnaire syndical sont identiques au fond, et sont typiques des fonctions qui se développent dans tant d'organismes bureaucratiques.

...

De son côté la direction a fait téléphoner à l'atelier, a fait téléphoner au domicile des ouvriers: " la grève n'est pas déclarée par les syndicats, par conséquent, elle est illégale".

A l'usine, le chef d'atelier faisait la navette entre son bureau et le C.I. Il craignait probablement quelque pépin avec les sous-fifres de la direction. Il souhaitait la faillite de la grève de la même façon que le bureaucrate de la FIOM, lequel prudemment, ne s'est plus montré (même s'il a délégué quelque ami fidèle avec le sourire aux lèvres): en cas de réussite, évidemment, les deux chefs sauteraient, ils se seraient pour ainsi dire "brûlés" à leurs rêves de gloire "bureaucratique".

Toute la journée s'accablent les coups de téléphone, les intimidations dans l'usine on dit que les grévistes seront tous licenciés. L'équipe du soir arrive avec toute cette peur sur le dos, et seulement 6 ou 7 trouvent le courage de rester dehors. La grève, certes, a échoué. Seulement 10% sont restés dehors.

(I) ce jour-là, pendant que le fonctionnaire communiste de la FIOM tentait de négocier la grève, les inscrits de son propre parti étaient en train de la faire. Combien peut durer une telle situation? Les ouvriers pourront-ils soutenir un parti dans lequel celui qui décide et commande, même contre eux, est le bureaucrate?

À l'entrée des différentes équipes, la discussion à la porte de la rue d'Acce, est longue et animée. Même/ceux qui vont travailler y vont en retard. Tout le monde veut participer à la discussion, tout le monde reconnaît le caractère sacré de la lutte, tout le monde accuse les syndicats d'être répugnants.

" Si le syndicaliste de la FIOM n'était pas resté chez lui, la grève aurait été réussie bien avant la fin de la première équipe, et à la 2ème et à la 3ème elle se serait étendue ! ". C'est la vérité que tout le monde, y compris ceux qui n'ont pas fait grève, est prêt à reconnaître.

Mais puisque le rayonnement du syndicat ne suffit pas à éliminer ce qui se passe devant les portes, on met sur l'affaire quelques chefs d'atelier étrangers à la MOF, qui descendent de l'usine, et avec le chantage et les menaces directes "persuadent" quelques ouvriers à entrer.

Mais ce n'est pas fini ! On téléphone, en pleine nuit, à ceux qui se sont mis en grève dans l'après-midi. On leur fait téléphoner par des collègues: "Nous sommes tous rentrés, viens toi aussi, pour ne pas avoir d'ennuis!".

On va chercher chez eux, vers 1 ou 2 heures du matin des ouvriers qui à l'usine n'ont pas à travailler: ce qui compte est de briser la grève, de bafouer ceux qui ont lutté, permettant entre autres, au chef d'atelier de sauver sa propre position.

La grève, numériquement, n'est pas réussie. Mais moralement, elle constitue pour tout l'atelier, une victoire. On a vu que, même dans les conditions les plus difficiles, il y a dans l'atelier des hommes disposés à bouger, disposés à courir des risques pour défendre leurs camarades et pour repousser l'insolence de la bureaucratie de l'usine.

Même ceux qui ont eu peur de faire la grève, craignant de se trouver seuls, isolés en face du patron, ont déclaré dans la discussion qui a eu lieu devant les portes, être solidaires des camarades qui restaient dehors, accepter le principe d'une grève organisée directement par les ouvriers, étant donné que les syndicats sont ce qu'ils sont.

Même ceux qui n'ont pas fait grève disaient: " les syndicats ne servent plus à rien. Nous devons nous organiser nous-mêmes. Si nous étions sûrs que la majorité fasse grève, nous la ferions aussi" (20/II/67).

SARDAIGNE - 15 novembre- La "colonie" sarde en lutte contre l'Etat Italien- (Extrait de INTERLUTTES- 13 Rue Pascal-Paris 13è).

La Sardaigne, est à quelques centaines de kilomètres de la France, une "colonie" de l'Italie impérialiste, maintenue dans un état d'arriération sociale, économique et culturelle par le capitalisme de la péninsule italienne. Célébrée pour ses "bandits", la Sardaigne est un pays "sous-développé". Dans la seule province de Nuoro les "bandits" sont en réalité le prétexte à la mobilisation sur le pied de guerre de plus de 8000 hommes de troupe, parachutistes appartenant au corps des carabinieri. Quant aux "bandits" il s'agit d'un maquis de bergers, d'ouvriers agricoles ruinés par les propriétaires féodaux. Soutenus par la population de toute la région montagneuse de l'île ils ont déjà été rejoints depuis plus de deux ans par un certain nombre d'étudiants de la faculté de Nuoro.

Ces jours derniers, les bergers, les ouvriers agricoles et les étudiants sont passés à l'offensive. Alors que dans toute l'île les manifestations contre le chômage et la carence des pouvoirs locaux se poursuivent, un soviet ouvrier-paysan-étudiant est constitué à Orgosolo, gros bourg des montagnes à 30 km de Nuoro. Ce soviet érigé en assemblée populaire occupe actuellement l'Hôtel de Ville, depuis près de 8 jours. De nombreux autres édifices publics sont occupés, où les travailleurs et la population siègent sans désespérer. Les importantes forces de répression carabinieri ont évacué la région d'Orgosolo où des barrières de route réalisent une zone libérée, dans la région

9.

la plus arriérée économiquement d'Europe, barrages installés par les révoltés en armes. La colonie italienne ne veut plus rester une zone sous-développée et réclame industrialisation et grands travaux d'irrigation permettant une agriculture moderne.

(nous avons demandé à divers camarades italiens des informations sur les mouvements qui se déroulent en Italie depuis le début de décembre - Un prochain bulletin en parlera).

oooooooo

GRANDE-BRETAGNE

Le texte qui suit est extrait de "Solidarity"- Volume 5-N°5- Russell 53 A Westmoreland Rd, Bromley, Kent.

Nous avons laissé de côté la conclusion que nous reprendrons dans le prochain bulletin, avec des considérations plus générales sur ces grèves et sur d'autres. Ces luttes sont très caractéristiques de la situation anglaise dans laquelle un gouvernement travailliste (de gauche, ouvrier, lié étroitement aux syndicats, - comme on voudra..) se casse les dents depuis plusieurs années; elles ne sont pas du tout isolées mais au contraire à un niveau quasi quotidien. On peut en tirer beaucoup de réflexions par rapport à la situation dans les usines en France, présentement.

L'empire de Lucas en prend un coup.

Joseph Lucas est une entreprise géante qui détient pratiquement le monopole de la fabrication et de la distribution de pièces essentielles et d'accessoires de l'industrie automobile et poids lourds.

La firme est établie à Birmingham où elle possède 26 usines produisant des démarreurs, dynamos, alternateurs, interrupteurs, lampes, et une foule d'autres produits importants.. Elle contrôle des filiales comme Rotax (instruments et équipements pour l'aviation), Bryce-Berger (équipements diesel), Bradley's (instruments médicaux, etc..) Butler's (lampes) Rist's Wires and Cables et C.I.V. (diesel, moteurs mécaniques et électriques) qui s'occupe de la production d'équipements de poids lourds et a des usines à Acton (Londres) Rochester (Kent) Sudbury (Suffolk), Fazakerley (Liverpool) et a des intérêts à l'étranger. Il y a des usines Lucas et des filiales dans tout pays important du monde.

Les décisions importantes sont prises à Birmingham. Ceci explique en partie les difficultés sociales dans les usines de la firme (les shop-stewards savent qu'ils discutent avec des hommes qui n'ont pas de pouvoir réel). Lucas tente maintenant d'introduire des contrats de productivité (contrôle, chronométrages, études de postes) mais se heurte à une combativité sans précédent de ses travailleurs, la plupart d'entre eux pensent qu'ils sont bien mal payés pour ce qu'ils font et ne sont pas du tout intéressés à travailler plus durement pour quelques shillings de plus par semaine.

Les troubles récents: La presse a récemment attiré l'attention sur Joseph Lucas. Des grèves dans les diverses usines de Lucas à travers l'Angleterre ont amené la mise à pied de milliers d'ouvriers de l'automobile et il en est résulté des pertes de commande et des retards. Ceux qui critiquent d'habitude l'intervention du gouvernement dans l'industrie, ont demandé l'intervention de Whitehall (Grande rue de Londres, centre des principaux ministères). La presse jaune a parlé de sauvages et d'hommes égoïstes qui désorganisent la production. Les ouvriers dans les usines automobiles se rebiffèrent contre les patrons qui les avaient mis à pied: ils firent la grève des heures supplémentaires. Les autres travaillèrent 45 minutes chaque heure et arrêterent les 15 minutes restantes. C'étaient des mesures défensives pour faire durer

le travail et pour éviter d'être mis à pied. Mais ils le faisaient aussi pour faire pression sur les patrons de l'automobile et obtenir des salaires garantis.

Pourtant les grèves dans le groupe Lucas qui déclenchèrent toutes ces mises à pied, sont différentes des grèves sauvages qui se sont produites dans les usines d'automobile bien organisées. Dans ce dernier cas, la grève arrête la production de voiture dans le groupe particulier à laquelle l'usine appartient (Ford, Wauxhall, Leyland-BMC, et ..). Ces grèves sont probablement bien vues dans les groupes non touchés -après tout ce sont des concurrents. Mais une grève qui touche un fournisseur de l'importance de Lucas n'est bien vue par personne dans l'industrie automobile. La raison est que le groupe Lucas a un quasi-monopole à 100% des lampes, démarreurs, dynamos, essuie-glaces, et une foule d'autres accessoires importants.

Aucun modèle défini n'apparaît dans la forme des grèves dans le groupe Lucas. Le seul point commun est celui d'une direction centralisée jouant une section contre une autre (hauts salaires ici, bas salaires ailleurs), direction préparée à traiter les choses à une lenteur incroyable pour maintenir son autorité en matière de taux de salaires et de normes.

Les troubles récents concernent les ouvriers de la chaîne refusant les cadences de production considérées comme impossible à suivre. Les taux du travail aux pièces ont été contestés. Des revendications de salaires déposées par les inspecteurs. Les gardiens ont demandé plus pour le travail du week-end. Des outilleurs se sont lassés de toute la procédure. De nombreux autres secteurs ont aussi commencé à revendiquer.

Les ouvriers des usines de freins atteignent le point de freinage.

Les usines de "Girlyny Brake and Hydraulic Equipment" approvisionnent Wauxhall, Ford, Rootes et Jaguar, etc.. La seule autre usine de freins de quelque importance est Lockheed (un pauvre second). Il y a des usines de freins à Cymbrau (Sud du Pays de Galles), Bromborough et Broad Green (région de Liverpool). Le premier conflit de quelque importance cette année fut celui de 27 inspecteurs qui se livrèrent à la "surchère révolutionnaire", demandant une augmentation de 5 à 6 livres par semaine (6 à 7000 L.F.).

Le suivant, avec un contenu humain, fut celui qui se produisit à la chaîne de montage à Cymbrau. Très simplement une jeune femme déclencha tout. Elle était employée à l'atelier d'assemblage final avec 99 autres ouvriers. Son travail particulier consistait à prendre la pièce qui se déplaçait sur la chaîne et à y placer un boulon. Ceci devait être répété 280 fois par heure. Après un moment, elle jeta le boulon en l'air. La chaîne soudainement stoppa. Son geste exprimait la frustration ressentie par tous ses camarades: elle était arrivée au bout de son rouleau.

C'était le point culminant de près de six mois de tension qui avait commencé quand les "experts de temps et mouvements" introduisirent un nouveau type de chaîne de montage: la cadence demandée: 2600 unités par équipe de 7h1/2. Les ouvriers (n'étant pas des experts) essayèrent d'y parvenir mais furent incapables de le faire. Pour eux, 1940 unités par équipe était l'extrême limite. Malgré l'appât du boni plus élevé la norme ne fut jamais atteinte. Les dirigeants de Girlyny, sans doute déçus du piètre résultat de leur nouvelle chaîne de production et acceptant sans les mettre en cause les opinions de leurs "experts" maintinrent le taux de 2600 unités.

Une femme (Mrs Kathleen May) décrivit ces conditions déshumanisées: " C'est un travail où vous devez vous transformer en machine pour travailler comme une machine". " Vous faites le travail 2000 fois par équipe". Elle continue en décrivant comment les contremaîtres poussaient la chaîne à la main pour en accroître la vitesse alors que les chronométrateurs contrôlaient les temps.

Les shop-stewards des syndicats TGWU et AEF (I) adressèrent des plaintes au chef d'atelier et aux dirigeants syndicaux. Les patrons insistèrent encore que 2600

(I) TGWU: Transport and General Worker Union)
AEF :) syndicats des Trade Unions.

unités par équipe étaient la norme. Les ouvriers continuèrent à produire 1940 unités comme auparavant. Bro Golightly (le responsable de district de l'UEF) vérifia par lui-même. Il déclara que pour produire 1940 pièces par équipe, les ouvriers de la chaîne devaient "travailler comme des machines à répétition". Golightly rencontra les chronos qui firent une concession: ils abaissèrent l'objectif de 200 pièces, soit 2400 pièces par équipe. Golightly était content de lui-même, pensant qu'il avait réalisé quelque chose de grand. Les ouvriers continuèrent à dire que ce taux ne pouvait pas être atteint.

Le jour suivant, les ouvriers de la chaîne, équipe de nuit et de jour, se réunirent et décidèrent de débrayer. Les autres ouvriers de Girling furent renvoyés chez eux et bientôt beaucoup d'ouvriers de l'automobile durent être mis à pied. Ford à Dagenham n'avait plus d'éléments de frein pour l'Escorte et la Cortina. Girling prétend que l'industrie automobile perdit entre 750.000 et 1.000.000 de livres par jour à cause du conflit (entre 10 à 13 millions de NF). Les dirigeants syndicaux et patronaux furent obligés de trouver une formule pour la reprise du travail.

Le 9 septembre à un meeting, les patrons offrirent d'abaisser leur objectif de 100 pièces tout en maintenant le droit d'exiger 2400, si cette cadence nouvelle était atteinte. "Nous savons que nous ne pourrions pas le faire" déclare Mrs May. La nouvelle proposition fut donc rejetée. Le 16 septembre, la direction déclara qu'elle abandonnait ses prétentions et que de nouvelles cadences allaient être discutées. Par 44 contre 41, les ouvriers acceptèrent la reprise, mais ils donnèrent exactement 8 jours aux patrons pour que les discussions aboutissent.

Comme le terme approchait, le Département de l'emploi et de la productivité (sans doute alarmé par la menace sur l'industrie de l'automobile et comprenant que seule une brèche dans la politique du P.I.B. l'écarterait) mit son nez dans l'affaire.

Le 24 septembre, fidèles à leur parole, les ouvriers redébrayèrent.

Les patrons abandonnèrent alors leurs prétentions. Mais ils offrirent aux ouvriers de leur donner le salaire basé sur les 2600 pièces qu'ils n'avaient jamais atteint une seule fois auparavant. Le boni s'éleva à 16 et 24 sh. (10 et 15 frs) suivant l'équipe de jour et de nuit. Les grévistes se réunirent le 27 et discutèrent les propositions. Evidemment conscients de leur force, ils acceptèrent de reprendre: trois jours plus tard. Toute la structure des salaires chez Girling a été pulvérisée. Et la leçon n'a pas été perdue pour les autres secteurs.

Une journée après la reprise, les ouvriers débrayèrent de nouveau, demandant une livre par semaine d'augmentation (13 frs). Les patrons leur offrirent 11s6d (6.50 frs). Les ouvriers leur donnèrent exactement 15 minutes pour donner 15s. (9 frs). La firme céda.

Le désordre chez les gardiens:

Parmi les portiers ou gardes de sécurité, il y a de tout et ils ne sont pas particulièrement populaires parmi les ouvriers. Leur travail comme policiers de l'entreprise n'entraîne guère la popularité. Pourtant leur paie et leurs conditions de travail sont mauvaises. Malgré leur uniforme, ils ont besoin de la solidarité ouvrière.

Les bords de la Mersey sont une région de mal payés mais les usines Joseph Lucas sont réputées pour leurs bas salaires. Fazakerley situé à Liverpool était autrefois un atelier naval. Maintenant ce sont les usines Lucas et C.A.V. où les gardiens travaillent 50 heures par semaine pour 6s. 2 3/4d de l'heure (3.80 Frs).

Un système remarquable d'heures supplémentaires y était utilisé. Un des effets était que dans un cycle de 3 semaines (2 semaines de jour et une de nuit) un homme ne faisait sur 150 heures que 20 heures supplémentaires payées 1/3 en sus et 10h payées 1/2 en sus. Le taux de base était de 12 livres 10 s., alors que l'usine Courtauld toute proche paie les siens 19 livres par semaine. Les gardes avaient revendiqué en 1963 50% pour le travail du samedi et paie double pour le dimanche. C'est le tarif normal dans la métallurgie. Las d'attendre ils quittèrent leur syndicat (le N.U.G.M.W.) et rejoignirent le T.G.W.U. Ceux de Bromborough par contre, de l'autre côté de la Mersey restèrent au NUGEM tout comme ceux de Broadgreen. La revendication fut soumise à nouveau et fut refusée par la Fédération des patrons de la métallurgie qui se réunit

à Liverpool. Elle fut transmise à York et rejetée comme étant trop banale pour être discutée à un autre niveau qu'au niveau local.

.....

Le 22 juillet, les gardiens déclenchèrent une grève qui dura trois jours. La force de pression des gardiens est faible mais, malgré leur position, ils reçurent un soutien inespéré: S'il y en a qui se heurtent aux gardiens se sont bien les conducteurs. Pourtant, ce sont 20 conducteurs qui se mirent du côté des gardiens et donnèrent force à leur lutte. Peut-être parce qu'ils étaient du même syndicat, mais l'évidence montre que cette aide fut offerte et non sollicitée.

La direction de Lucas pour le secteur de la Mersey -Mr James Peel- offrit 5 1/2 pence (35 MF) de l'heure à effet rétroactif mais demanda un mois pour se faire couvrir par Birmingham. Les gardiens acceptèrent, mais au bout d'un mois la réponse vint: Birmingham refusait. Les intéressés surent qu'on les avait roulés. Ils se déchaînèrent et la bataille reprit plus dure. (2 septembre).

Comme c'était une grève sauvage, les bureaucrates syndicaux ne pouvaient pas la contrôler. Le comité de grève de 9 hommes était conduit par Nick-Shute, shop-steward TGWU et conducteur de camion. Malgré toutes les manoeuvres de la direction -et des attaques perfides dans les journaux locaux et nationaux- les grévistes tinrent bon. Leurs affiches revendiquaient que 75 livres par semaine (100.000 MF) était tout ce que cela coûterait de satisfaire leurs revendications. " Ce n'était pas eux qui ruinaient l'économie, c'était Lucas". Hormis les 20 conducteurs de Fazakerley, tous les gardiens de Bromborough et Broadgreen étaient tous aussi fermes. Le 13 septembre des télégrammes furent envoyés à chacun des 70 grévistes leur ordonnant de venir le samedi suivant à 11h au siège local du TGWU. Ils furent si offusqués du procédé qu'ils se réunirent au J.G. de la grève à Fazakerley et décidèrent d'envoyer seulement le comité de grève aux bureaux du syndicat. Les bonzes syndicaux furieux d'avoir été baisés dans leur tentative de diviser les gardiens des conducteurs, avaient préparé un plan de paix destiné à n'être communiqué qu'aux gardiens. Comme ce projet ne parlait pas du tout des heures supplémentaires, tout tomba à l'eau.

Pendant ce temps, les dirigeants du gouvernement étaient de plus en plus inquiets du temps mis à régler le conflit. De fortes pressions des patrons de l'automobile eurent sans aucun doute leur effet sur Lucas. L'accord final autorisant le paiement à 50, des heures du samedi et du dimanche fut accepté. Les négociations eurent lieu à Londres et aboutirent rapidement.

Lucas-Birmingham.

1200 outilleurs des 26 usines Lucas de Birmingham ont obtenu récemment 30 shillings (1800 MF) par semaine d'augmentation après une grève. Il y a six ans des taux variables étaient introduits quand de nouvelles méthodes étaient mises en oeuvre. Depuis cette date, des différences de salaires allant jusqu'à 4 livres (environ 5000 MF) par semaine étaient chose courante. Les ouvriers réclamèrent la parité des salaires par les voies officielles et leur réclamation partit à York, seulement pour être retournée pour règlement à l'échelon local. La rupture des pourparlers amena la grève. Cette fois le syndicat local reconnut la grève. Lucas cracha les 30 shillings. Comme à Cwmbau, le malaise s'étendit. Ce furent les ouvriers d'entretien qui entrèrent en action. Ils voulaient aussi les 30 s. et on leur en offrit 25. Ils ne voulurent pas passer par les voies officielles et refusèrent d'écouter les appels des dirigeants syndicaux pour transmettre leurs revendications par les procédures légales. Ils savaient qu'une offre de 25s ne leur serait jamais faite par cette voie. Ils savaient aussi que les gros patrons de l'automobile ne donneraient pas de délais à Lucas à cause principalement de l'ouverture du salon de l'auto.

Lucas et C.A.V. (Acton).

Quoiqu'aucune grève importante n'ait éclaté depuis l'an dernier, des luttes ininterrompues se succèdent dans différents secteurs. Récemment, les ouvriers du polissage débrayèrent et obtinrent 8 pences de l'heure d'augmentation (50 MF). Les affûteurs, les magasiniers et les inspecteurs firent la grève du zèle. Les outilleurs

défendirent leur shop-steward avec succès. Les O.S. sur machines qui perdaient de l'argent à cause de la grève du zèle des affûteurs ne tombèrent pas dans le piège habituel des patrons "diviser pour régner". Au lieu de se disputer avec eux ils envahirent les escaliers à 50 et affrontèrent les dirigeants de la production. Des ouvriers dont la paie était scandaleusement basse, obtinrent 4 1/2 pence (27 frs) de l'heure. Les perceurs de l'atelier d'engrenage ont fait modifier les taux de certaines pièces.

Lucas (Spares) et Service Depot à Dardrecht Road, Acton, ne sont pas réputés pour être des usines "dures". Pourtant, le 11 octobre, les bureaux directoriaux étaient cernés par des conducteurs en colère. Apparemment on avait demandé à un conducteur de chariot de manutention de conduire un camion. Il avait refusé disant que ce n'était pas son travail. Le chef l'avait saqué sur le champ.

FRANCE

oooooooo

Une partie des informations qui suivent ont été échangées au cours de la réunion des camarades de Paris du 29 novembre. Tous les camarades de la région parisienne peuvent assister à ces réunions et y apporter la contribution de leurs informations et de leurs idées. Un autre regroupement inter-entreprise réunit chaque jeudi soir des camarades d'entreprise, de comités d'action et de différents groupes politiques. Certaines informations d'entreprises en proviennent.

Journal Le Monde (presse-Paris) /

Toujours les menaces de répression contre les gauchistes de la part du syndicat CGT de la presse: c'est le seul qui a le monopole de l'embauche et l'exclusion entraîne automatiquement la perte du travail.

Le Comité d'Entreprise nage en pleine participation. A la séance du 23 octobre, bilan prospère: les ventes ont augmenté de 22% à Paris, les recettes de publicité de 44% en septembre, les recettes de 9 mois de 68 de 29% et le bénéfice brut de ... 8 millions de NF. " L'exercice 1968 présente un caractère exceptionnellement favorable". C'est là l'effet de mai. Moyennant quoi le représentant de la direction annonce un nouvel atelier en mars, 48 pages et un tirage accru en avril 1970, et une subvention de 2% sur les salaires au C.E. (au lieu de 1%) " ce qui permettrait un développement considérable des activités sociales et culturelles".

Comme quoi un des effets du mouvement de mai est de renforcer la puissance d'une entreprise capitaliste et de permettre financièrement de renforcer son appareil de domination. La CGT donne bien la main pour le "développement des activités sociales et culturelles". La participation, ça consiste à consulter les ouvriers sur leurs souhaits. La commission loisirs-culture-sports, fait circuler un questionnaire pour "déterminer les priorités"... "afin d'utiliser au mieux ces moyens d'action". (niveau du dialogue: on demande de choisir entre le ping-pong ou le hata-yoga, des tables rondes ou des débats contradictoires, les échecs ou les dames...). La commission sociale "questionne" aussi si l'on préfère des cours de comptabilité ou de formation syndicale, etc... Nulle part, question de réduire le travail.

Commissariat à l'Energie Atomique (Saclay) /

(voir ICO Nos 73-74-septembre-octobre 68- texte repris et complété dans "Passer-Outre"- N° 1- 25 novembre).

La CGC qui joue le rôle du syndicat maison, dans une lettre à la direction a demandé la dissolution du CIC (comité inter-syndical de coordination) présenté comme suite du comité d'action provisoire révolutionnaire. L'administration a retiré alors au CIC tous ses moyens matériels (bureau, secrétaire, machines à écrire...). Ce sont les syndicats qui l'hébergent dans les locaux à leur disposition. Les 3 syndicats qui participent au CIC paraissent décidés à le soutenir mais par contre personne parmi les employés

du centre ne paraît décidé à bouger, dans l'attente des nouvelles conventions de travail qui se préparent.

Les restrictions budgétaires se répercuteront sans doute sur la masse salariale par ralentissement de l'avancement de 40% à 30%. La répression se fait par la bande et tête par tête:

- trois camarades d'entreprises extérieures qui s'étaient mouillés en mai, titulaires d'un laisser-passer annuel arrivant à expiration n'en ont obtenu qu'un mensuel, expirant en fin d'année. D'où inquiétude.
- Un "Groupement Autonome Professionnel" association fermée où l'on n'entre qu'après examen devant une sorte de tribunal et où la "protection" recrute ses agents de renseignements a écrit une lettre à l'archevêque de Paris pour demander la mutation d'un dominicain jugé indésirable à Saclay (membre du MCM., du comité d'action provisoire en mai...)
- des blâmes ont été délivrés par la direction du CIL- notamment à des hauts cadres- pour participation aux manifestations des mois précédents.

Les travailleurs du centre paraissent vouloir attendre la sortie des conventions de travail pour envisager une action, bien que beaucoup observent que la situation se dégrade. Les syndicats paraissent avoir quelque peu changé de politique. Ils parlent d'action- mais pas de grève- par exemple en jouant sur les transports collectifs.

Région de Montereau /

A l'EDF, un "gauchiste" a été exclu de la CGT. Un tribunal lui avait garanti son maintien, s'il faisait son auto-critique publique par tract, s'il déclarait avoir calomnié Séguy et s'engageait à ne plus jamais attaquer la CGT ou ses dirigeants. L'accusé a fait un tract dans lequel il reconnaissait avoir bien déclaré que Séguy était un traître, mais qu'il aurait dû en dire plus, car cela s'appliquait aussi à tous les dirigeants syndicaux.

Chez Nodet (matériel agricole) 300 ouvriers-167 syndiqués CGT avant mai. En mai-juin, le secrétaire de la section "a pris conscience": il a démissionné de son poste de secrétaire, presque toute la section a quitté la CGT qui est tombée à 21 membres. Le camarade reste inébranlable malgré toutes les tentatives des dirigeants départementaux qui se sont déplacés à son domicile.

Faculté des Sciences -(Paris- Halles aux Vins) /

Peu d'inscriptions d'étudiants en première année: il semble que les parents inquiets pour leur progéniture les aient forcés à s'inscrire en taupe (classes préparatoires aux Grandes Ecoles dans les lycées) - des classes regroupent 70-80 élèves. Ce qui expliquerait que l'agitation se soit reportée dans les lycées. Par contre, en médecine où l'on ne peut éviter de passer par l'année préparatoire au PCEM, c'est là que l'agitation se maintient. Septième projet officiel "d'organisation" de la F.I.C depuis septembre.

Ecole des Beaux-Arts -Paris. /

L'école n'est pas encore ouverte. Mais là aussi on se demande où sont passés tous ceux qui auraient dû s'y inscrire. Le concours d'admission a été annulé et remplacé par un examen adon auquel tout le monde a été reçu, après discussion libre avec les "patrons" certains de ceux-ci ayant réagi violemment et par la fuite aux questions gênantes qui leur étaient posées. Les "diplômables" ont forcé la porte du bureau de Malraux pour y revenir, mais se sont trouvés nez à nez avec 20 flics qui les ont expulsés.

aux élections des délégués des élèves, après convocations individuelles, 200 votes sur 400 convoqués.

G.L.N. (Groupe des Assurances Nationales) /

C'est un groupe récemment formé pour concentrer les sociétés nationalisées -Les Nationales- groupe du Soleil.

Deux sortes d'employés: ceux qui s'en foutent et ne pensent que télé, bagnole, etc... ceux qui suivent les syndicats: CGT (membres du PC ou sympathisants) ou CFDT (ceux qui ne veulent pas de vagues). Tout le monde vote aux élections, la CGT étant fortement implantée et la CFDT s'alignant sur la CGT. En plus, il y a un syndicat maison - le SNIM - relié à la CGC.

Dans les commissions le patron fait la pluie et le beau temps: l'horaire du Soleil a été porté à 4h pour s'aligner sur les Nationales. Les délégués sont toujours partis mais personne n'est au courant de rien. En particulier, personne ne sait ce qui se tramé dans le cadre de la concentration et la plupart se laissent aller sans s'inquiéter et bien sûr les dirigeants de l'entreprise, ceux des syndicats, font tout pour qu'il en soit ainsi sans les détromper.

Chausson (accessoires automobiles, radiateurs). /

Une chose déprimante: il n'y a jamais eu autant de boulot. A l'usine de Gennevilliers (où certains militants CGT et PC avaient pris lors de la reprise en juin une attitude "gauchiste") à l'atelier de carrosserie on travaille plus de 60h. pour "faire face" à des commandes affolantes. Une commande urgente de radiateurs de la Savien-Nantes étant arrivée dans la journée de jeudi, le chef d'atelier a demandé aux ouvriers des presses de roster jusqu'à minuit: 22 (soit 50% de l'effectif) ont accepté de faire 15h ce jour-là et sont revenus le lendemain matin à 7h. Les prises de position syndicales contre les heures restent sans échos. Dans cet atelier, le taux horaire est de 5 à 6 frs l'heure; en majorité des émigrés et nord-africains pour la plupart, y travaillent. Echange de tracts post-électorales avec pourcentages (la CGT passant de 71% des votants à 66% alors que la CFDT passe de 19 à 22% et FO de 5 à 7%) et explications adéquates.

Dans le bulletin "Le Radiateur" de la section CGT de l'usine d'Asnières une attaque contre deux membres de l'ex Voix Ouvrière adhérents à la CFDT:

"Aussi lorsque nous avons constaté que les deux compères Novak et Nogrette émales de la bande à Bonnot, étaient enrôlés par la CFDT, quelle ne fut pas notre surprise. Chacun sait que ces deux énergumènes ont été exclus de la CGT pour un travail de sape permanent contre nos organisations".

Spontanément, et sans que les intéressés y aient pris part, une pétition a circulé parmi les outilleurs où travaille un des "énergumènes". Signée à 85%, adressée à la CGT, elle demande que cessent de tels procédés.

Depuis mai, des réunions mensuelles sont prévues, 1/2h sur le travail pour le compte rendu des délégués. Ségrégation des mensuels et des horaires. On ne sait jamais. A celle des mensuels 40 présents. A celle des horaires 16 présents sur 1000. Significatif de ce que représente l'activité syndicale pour les travailleurs.

Il reste 20h à récupérer sur l'avance des salaires de mai. Une pétition circule pour demander au patron de "bien vouloir faire un cadeau"...

Citroën /

La répression continue:..."mercredi à Lecourbe, un ouvrier a été licencié. Motif: il avait demandé sa mutation à un poste moins bruyant, car il venait d'être opéré des oreilles. Son agent de secteur, le cynique Riffaut, lui a répondu qu'il n'y avait plus d'autre poste disponible et sans lui laisser le choix, l'a vidé. Ce n'est pas la première fois qu'après avoir usé les ouvriers à la tâche, qu'elle les rejette après usage. Signalons également que depuis la fin de la grève, dans ce même atelier, 20 travailleurs ont été mutés et une dizaine d'autres licenciés de manière camouflée. Hier, on nous a signalé qu'à l'atelier de 2ème finition, un ouvrier a été appelé dans la matinée

par son agent de secteur Forest (que tous les travailleurs qualifient de super-salaud pour sa spécialisation dans la répression). Celui-ci lui a annoncé son licenciement pour le motif mensonger (à Citroën pour licencié on n'hésite pas à mentir ouvertement) d'incapacité professionnelle. Cet ouvrier venait d'être muté à un poste rendu plus pénible par sa corpulence. En effet, accroupi dans le coffre des D.S. il devait y visser les plaques d'immatriculation. Pour éviter qu'il prévienne ses camarades un flic l'a accompagné jusqu'à la porte. D'autre part, la veille, le même ouvrier avait refusé de signer un avertissement. La maîtrise n'admet pas que des travailleurs lui tiennent tête malgré les brimades continuelles ."

Un camarade du comité d'action militant CFDT a été licencié lundi après que la direction ait exercé la semaine précédente des pressions pour qu'il démissionne avec menace "de faire fonctionner les téléphones". ... la suite de ces menaces, un double tract (CGT, CFDT d'une part, et C. d'autre part) a reproduit la conversation du camarade avec la direction. Le 18, son atelier a débrayé suivi de 500 travailleurs d'autres ateliers. La direction a exercé des pressions sur les délégués pour faire cesser le débrayage. Les 500 ouvriers en grève se sont livrés à une manifestation dans toute l'usine, et notamment sur les chaînes, mais ne sont pas arrivés à entraîner les ouvriers de celles-ci. Le lendemain, le débrayage continue mais une heure après, est finalement brisé par le délégué CGT.

Ce licenciement et l'action à entreprendre ont donné lieu à un affrontement et à des divergences au sein du comité d'action Citroën, notamment de la part de membres de Lutte Ouvrière. Le militant CFDT licencié expliquait lui-même la manifestation dans l'usine des ouvriers de son atelier (outillage, donc ouvriers qualifiés) se désespérait quelque peu de n'avoir pu trouver ce qu'il aurait fallu dire pour faire débrayer les OS de la chaîne. Il nous paraît évident qu'il n'y a jamais de formule pour renverser un rapport de forces qui à un moment précis fait que les ouvriers se mettent en grève ou luttent d'une autre manière ou "acceptent".

Renault: /

Dans le prochain bulletin nous parlerons du débrayage Renault, contribution du PC et de la CGT au cinéma parlementaire pour le vote sur la section syndicale d'entreprise et accessoirement d'un marchandage avec Dreyfus au sujet de la prime de fin d'année.

ESPAGNE | oooooooooo
LETTRES d'ESPAGNE: /

"... ces derniers jours, des phalangistes de la première heure qui tenaient une réunion dans un théâtre de la ville, ont provoqué des incidents. Ils se rendent compte que depuis la guerre ils ne pèsent pas lourd dans la vie politique. On les a oubliés à un tel point que sauf les gros manitous, les autres sont encore plus mal considérés qu'un quelconque citoyen. Il semblerait donc qu'ils sont disposés à réagir mais je ne le crois pas parce qu'ils ont du sang de navet et seront toujours les valets de leurs "maîtres" les capitalistes (comme nous tous, mais avec cette différence qu'eux le font avec plaisir et contents comme pendant la guerre).

Pour en venir à la réunion, Pilar Primo de Rivera et Solis ont été reçus aux cris de "traîtres", "canailles", et autres cris du même ordre. Solis et Cie ont quitté la salle en vitesse, bientôt remplacés par la police devant laquelle les durs de la Phalange se sont calmés en chantant de vieilles rengaines fascistes. Les dirigeants ont passé un mauvais quart d'heure.

... La vie des travailleurs est chaque jour plus dure. Nouvellement le salaire de base est passé de 96 à 105 pesetas par jour, mais nous à la RENFE (Chemins de fer espagnols) avons toujours le même qu'il y a 4 ou 5 ans (84 pesetas). Les retenues sont calculées pourtant sur la base de 96. Cette situation entraîne toujours des protestations, pétitions, avec des milliers de signatures qui vont droit à la boîte à ordres.

Ensuite, il y a des manifestations comme il y en a eu une il y a quelques jours, et ainsi en permanence. Dernièrement, j'ai assisté au jugement d'un camarade de travail, renvoyé de la RENFE, à la suite de son arrestation. La séance fut encore une preuve d'arrogance et d'arbitraire de la part du Tribunal pour effrayer l'intéressé qui avait fait recours contre l'entreprise ..." (Madrid- 30/10/68).

"...Malgré les débrayages qui s'effectuent un peu partout les patrons considèrent que le nouveau salaire de base de 105 pesetas est suffisant pour vivre. En certains endroits on a refusé la plus légère augmentation et ceci pourrait provoquer des réactions ouvrières plus grandes.... Il y a une minorité qui réfléchit sur nos problèmes. Elle se renforce chaque jour par l'adhésion de jeunes de formation solide du milieu ouvrier. L'effort nécessaire pour aller de l'avant vient de la jeunesse. Nous pouvons apporter quelque expérience, mais les jeunes ne tolèrent pas notre rôle de conseillers....." (Barcelone, 5/11/68).

SENEGAL

oooooooo

d'un camarade de Dakar

Comme les contributions africaines à ICO sont rares, je t'envoie cette coupure assez typique de la position des syndicats et qui permet de comprendre pourquoi ils ne représentent rien et ne font rien.

" Le premier congrès régional de la Santé du Cap Vert (U N T S) a tenu ses assises le week end dernier à la Maison des Jeunes et de la Culture de Dakar .

Après avoir discuté 2 jours durant ,les délégués du syndicat U N T S de toutes les formations sanitaires de la région se sont séparés après avoir voté à l'unanimité une résolution générale

Considérant cependant ,que si ,organiquement ,la centrale peut être indépendante de tout parti politique et de toute centrale internationale,les tra ailleurs de la Santé rejettent l'apolitisme syndical et condamnent tout corporatisme négatif qui sont des facteurs de division de la classe ouvrière et des foyers d'agitation permanente des éléments de subversion.

Considérant que l'UNTS dans sa doctrine et son orientation affirme défendre réellement les intérêts des travailleurs en les insérant dans ceux de la nation ,les travailleurs réaffirment la primauté du parti et exigent des responsables de l'UNTS qui sont pour la plupart des chefs de service nationaux et régionaux et même des représentants du gouvernement à l'étranger ,une coopération plus claire et une prise de position sans équivoque vis à vis du parti UPS .

considérant qu'autant les travailleurs de la santé sont déterminés à oeuvrer pour le renforcement de l'unité des travailleurs au sein de l'UNTS ,autant ils sont résolus à mener une lutte sans merci contre les anti-partis et les apatrides au service de l'étranger.....

réaffirme que ,pour la satisfaction des revendications légitimesdes travailleurs, une coopération légale et sincère par un dialogue fructueux s'impose entre syndicat et gouvernement au profit exclusif de la classe ouvrière et du peuple sénégalais ..."

CORRESPONDANCE

oooooooooooooooooooo

Les lettres et les réponses qui figurent sous diverses rubriques s'adressent à tous les camarades d'ICO .Elles sont publiées dans le bulletin . Répondre à une lettre ne doit pas être le fait de quelques camarades de Paris . Il n'y a pas de spécialistes et chacun peut dire ce qu'il pense des informations ,remarques ou discussions (mais que ce ne soit pas trop long à cause du nombre limité de pages). Nous n'avons pas une réponse :elle peut être le fait de tout camarade qui s'intéresse à la question soulevée par un autre .

UN HOMME AVERTI EN VAUT DEUX.

La chef de l'Etat: "... les mesures voulues doivent être prises pour que c'en soit dorénavant fini aussi bien dans nos facultés et nos écoles que dans les rues de nos villes et sur les routes de nos campagnes de toutes agitations et exhibitions, de tous tumultes et cortèges, qui empêchent le travail et scandalisent les gens sensés et pour que chacun de ceux qui ont un devoir à accomplir, une place à tenir, une fonction à tenir, le fasse consciencieusement ..."

(De Gaulle- 23/II/68).

Le ministre de l'intérieur

Les dix commandements de Marcellin dans son discours à l'Assemblée nationale du 1/II/68 et dont les passages les plus intéressants ont été curieusement omis par l'ensemble de la presse (extrait des débats de l'Assemblée Nationale -Journal Officiel du 15/II/68- pages 4408 et suivantes):

1/..."premièrement: la dissolution des associations et des groupements de fait qui ont pour but d'attenter par la violence à la forme républicaine du Gouvernement ". ...

2/..."la deuxième mesure consiste en l'expulsion de tous les étrangers qui n'observent pas la neutralité politique" ..

3/..." troisième mesure: les manifestations sur la voie publique organisées par ces groupements révolutionnaires et qui ont pour but évident de déclencher des émeutes sont interdites, et ceux qui provoqueront ces manifestations et qui participeront aux attroupements non autorisés doivent être immédiatement traduits devant les tribunaux. "...

4/..."Je rappelle que tous les tracts et tous journaux qui donnent des instructions précises sur l'action à mener en vue d'accomplir des actes de violence ou de susciter des émeutes donnent lieu à des poursuites." ...

5/..." cinquième mesure: toutes les fois qu'il sera nécessaire, il sera fait application de l'art. 30 du code de procédure pénale qui permet en cas d'urgence aux préfets de faire personnellement tous les actes nécessaires à effet de constater les

" Nous ne pouvons tolérer que les forces centrifuges qui sont à l'oeuvre anéantisent les sociétés démocratiques à l'édification et au perfectionnement desquelles tant d'hommes ont consacré une telle somme de travail... Il faut libérer les hommes de la violence et de la menace de violence. Les émeutes et la violence s'abatent sur toutes les villes du globe... L'ordre est bafoué ..."

(Johnson 4/II/68).

Léon Mauvais ...

continue la même besogne à la direction de la CGT où il vient de commettre une circulaire de mise en garde invitant à combattre et à écarter de toutes responsabilités les gauchistes que, naturellement il assimile à l'ennemi de classe. Il conclut en demandant aux Unions Départementales de fournir des informations sur les gauchistes et leurs activités "pour compléter notre dossier".

(Unir pour le Socialisme -Débat 10/II/68 N° 23).

" .. il n'en reste pas moins que les révolutionnaires conséquents doivent entreprendre une lutte énergique contre toutes les tendances anti- organisation qu'elles soient nettement affirmées (niant la nécessité de celles-ci) ou plus nuancées (remettant en cause la conception bolchevique du parti)..."

(Lutte Ouvrière-N° spécial N°5-Juillet 68).

"... Il incombe aux militants révolutionnaires de comprendre et de dénoncer la nature de classe de ces moeurs organisationnelles Il en va ainsi du "spontanéisme" . Le culte du spontané constitue aujourd'hui non seulement une régression théorique mais encore un danger politique pour l'ensemble du mouvement . Il représente un obstacle sur la voie du développement des luttes et de l'implantation ouvrière . Les militants révolutionnaires doivent s'en débarasser"

(Rouge n° 3 - 16 octobre 68

de quelle organisation avons nous besoin ?)

crimes et délits contre la sûreté de l'Etat, sous réserve de transférer l'affaire dans les quarante huit heures à la Cour de Sûreté de l'Etat." ...

6/... "sixième mesure: pour que les menées subversives puissent être suivies en permanence et avec efficacité, un bureau de liaison entre toutes les directions de la police a été créé au ministère de l'intérieur, et dans chaque région; toutes les informations sont concentrées au ministère de l'intérieur à Paris" ...

7/... "septièmement: une logistique de crise est mise au point pour que puissent être tenues en état de fonctionnement les installations vitales pour la nation en cas d'émeutes ou de grèves insurrectionnelles: service de l'information, télécommunications, et c..." - ...

8/... "huitièmement il est inadmissible que les bâtiments des services publics puissent être occupés et que ces services publics puissent être ainsi empêchés de fonctionner normalement." ...

9/... "neuvièmement la recrudescence des attentats par explosifs m'a amené à renforcer au cours de ces derniers jours toute une série de mesures de police concernant non seulement la recherche des auteurs de ces attentats mais aussi la surveillance préventive. Parmi les mesures qui concernent les recherches j'ai constitué de nouvelles équipes d'enquêteurs. Une coordination de l'ensemble de la police a été réalisée à tous les échelons et plus spécialement contre ces attentats par explosifs. Un fichier de suspects a été établi et diffusé." ...

10/... "dixième mesure: les effectifs de la police, je l'ai signalé ce matin, ont été renforcés et dans le collectif de 1968 et dans le projet de budget pour 1969. Une police plus nombreuse, plus mobile, mieux équipée, tel est l'objectif visé par le Gouvernement" ...

Perspectives:

II/... "elles ne sauraient cependant faire oublier qu'il ne s'agit là que d'un début pour parer au plus pressé et que le renforcement de la modernisation des moyens de la police doit constituer un objectif à plus long terme" ...

oooooooooooo

UNE OMISSION BIZARRE

Dans ICO N° 74 page 12 et N° 75 page 10, nous avons publié des réflexions de camarades inspirées par le livre de Cohn-Bendit " Le Gauchisme, remède à la maladie sénile du communisme ".

D'autres camarades ont réagi de manières diverses à cette fameuse omission mais, après avoir publié deux points de vue opposés, nous ne tenons pas à revenir sur cette question autrement que par une critique de fond que prépare un camarade.

Comme nous ne pouvons publier la correspondance échangée au sujet de cette "omission" nous proposons d'en adresser une copie à tout camarade qui nous le demanderait. Par contre, toute la correspondance concernant la critique de fond du bouquin sera publiée intégralement dans ICO.

UN JOURNAL: "PASSER OUTRE "

Nous avons parlé dans le bulletin N° 75, nov.68 (les problèmes d'ICO "chacun de répondre", p.1) de la parution prochaine d'un journal dont la formule se rapprocherait de celle d'ICO. Le titre est "Passer-Outre". Le N°1 et les suivants peuvent être obtenus auprès de: André GIRARD- poste restante-II4 bis rue d'Alésia-

Paris-14è. ccp. Paris 19931-74.

En voici le sommaire: Editorial- Les CIL s'organisent.- Comité d'action Renault-Autogestion des luttes- Commissariat à l'Energie Atomique- Attentats-(Citroën) Italie (liaisons ouvriers-étudiants)- Octobre-

Nous avons posé la possibilité, dans la mesure où les deux publications se rapprocheraient d'un transfert d'une partie des informations et activités d'ICO à ce journal. Ce sera aux camarades d'ICO d'en décider après avoir jugé sur pièce du contenu et de l'orientation de "Passer-Outre". Voici l'avis de quelques camarades:

- d'un camarade de Jeumont-Schneider: " nous pensons que c'est une bonne idée de la part des nouveaux camarades de faire paraître un journal imprimé dont le contenu serait dans l'esprit d'ICO. Si cela se réalisait nous ne verrions aucun inconvénient majeur à fondre dans le futur avec ce journal. Avec des énergies nouvelles, pourquoi ne pas tenter l'expérience?

" Bien entendu, des problèmes de travail en commun et tant d'autres d'ordre matériel se poseront, mais ce ne serait pas des difficultés insurmontables, si nous nous considérons comme unis et guidés par les mêmes principes. Nous sommes d'accord dès maintenant pour une diffusion parallèle de ce journal avec ICO et proposons de consulter les camarades au sujet de la fusion. Si la majorité est d'accord, nous pourrions envisager l'expérience de la fusion dans un proche avenir.

" Nous ne devrions pas échaufauder des projets lointains, mais nous contenter, si nous décidons de travailler ensemble avec ces camarades, d'aborder concrètement les problèmes immédiats relatifs à cette éventuelle fusion."

- d'un camarade de Renault:..." je pense qu'il serait une erreur de fondre notre bulletin dans le journal; avant, je n'étais pas chaud, compte tenu des expériences passées, mais surtout que les théories défendues par certains participants ne vont pas dans le sens qui me paraît valable. Enfin si c'était décidé, je ne sais pas encore comment bien sûr, je ne crois pas que je vous suivrai.

- d'un camarade de Bruxelles:" Déjà depuis mai, l'ampleur du débat et le grand numéro d'information rendent de plus en plus notre bulletin insuffisant tant au point de vue du format que celui du tirage. Par-dessus tout, il est nécessaire de garder le journal s'il n'y a pas moyen d'augmenter le tirage et cela en demandant aux camarades un nouvel effort. De toute façon, la forme non sectaire d'ICO permet une collaboration avec les camarades et les groupes qui se trouvent avec nous sur une même plate-forme de base. Avec ceci, je souligne l'impossibilité d'un travail commun avec des groupes sectaires et qui ont une direction centralisée. Je connais le comité inter-entreprise pour avoir participé à quelques unes de leurs réunions en juin à Paris et je pense qu'il y a là de bonnes possibilités de collaboration. Mais se limiter seulement à cela entraîne une restriction du débat général et une vision limitée seulement à la région parisienne ou au maximum aux grandes usines de France.

" A propos de l'autre groupe de camarades qui sont en train de publier un journal, je crois qu'il serait bon d'envoyer le premier numéro de celui-ci à tous les camarades d'ICO pour avoir après un débat sur le contenu. De toute façon, il ne faut pas supprimer ICO. "

oooooooooooo

AUTOGESTION

Contribution à l'abolition du travail et du salaire (voir texte dans ICO N° 74- octobre 68 page 20 et suivantes- et lettre dans N° 75- novembre 68- page 24).

- d'un camarade de Paris: beaucoup apprécié à part ça l'article contre (sur) le travail dans le dernier ICO. J'aimerais bien écrire au gars.

- d'un autre camarade de Paris: dans l'article sur l'autogestion, on a employé des mots inaccessibles (réification et autres). Prière au camarade auteur de mettre des notes explicatives chaque fois qu'il emploie un mot peu courant pour le simple lecteur.

(plusieurs autres camarades ont fait sur cet article la même observation au cours de la dernière réunion, reposant ainsi la question du langage qu'ont trop tendance à employer les "spécialistes". Tout camarade devrait penser à qui il s'adresse, certainement pas à un cercle limité d'intellectuels).-

- d'un groupe de camarades de Paris:" comme tant ^{de}lecteur d'ICO à notre connaissance, nous avons apprécié fortement l'article critique sur "l'autogestion" paru dans votre dernier bulletin... voilà qui est dit et bien dit. Et qui tranche avec ce qu'on lit dans tant d'autres revues où il n'est question que d'aménagements de la vie quotidienne. C'est bien un alibi pour tous les timides à la noix de coco que nous connaissons que parler de révolution. Heureusement qu'il y a des jeunes encore pour tout remettre en question... et la famille et les rapports sociaux hiérarchisés, et qui aussi n'hésitent pas à parler de sexualité, et on n'en parlera jamais assez à notre goût. Justement nous sommes de ceux-là qui veulent poser tous les problèmes et qui n'ont pas peur de se battre. On l'a bien montré, il n'y a pas si longtemps. Votre revue nous attire non seulement par les informations qu'elle donne mais aussi et surtout par ces articles de fond de haute tenue qu'elle dispense. Bien que trop jeune pour comprendre dans le détail tout ce que vous y dites - c'est vrai, nous n'avons pas d'expérience mais pour nous le "sentir" a beaucoup d'importance, nous n'hésitons pas à vous transmettre notre soutien inconditionnel."...

- d'un camarade du Midi: .. je trouve très bon le texte sur l'autogestion. La réflexion sur l'autogestion des Assurances Générales est juste. Mais juste aussi était votre effort -à titre provisoire- en l'attente d'une refonte générale. Quand même maintenant, après coup, il faudrait songer à pondre quelque chose sur le rôle des Compagnies d'Assurances, exploitation d'un principe de solidarité pour pomper l'épargne, en tirer un profit, et prélever des impôts."

L'Ecole et l'Autogestion

Deux instituteurs de Savoie ont rédigé ce texte présenté à l'Assemblée Générale du Syndicat National des Instituteurs. Il "a été écouté avec attention, bienveillance, pour l'enthousiasme de nos jeunes camarades, mais...". Il est évident que nous avons un peu soulevé l'intérêt et qu'il s'agit maintenant de harceler nos "collègues" pour les faire bouger et réfléchir... Les quelques réflexions déjà recueillies disent à peu près ceci: "c'est impossible à réaliser dans une classe: comment l'instituteur peut-il être capable de répondre complètement à n'importe quelle question de n'importe quel enfant? "

On nous parle très peu de lutte de classes, de capital, ou de l'analyse de l'instituteur comme agent d'exploitation. Il semble pourtant que cette conception n'est pas vraie pour tous les instituteurs de Savoie. Il ne faudrait pas s'y tromper et penser que tout le monde est prêt à la lutte et qu'il ne reste plus que quelques menus détails pratiques (par quel bout allons-nous commencer?) à résoudre "...

(d'un camarade de Chambéry qui tient des exemplaires de ce texte pour tous ceux qui désirent le diffuser et en discuter).

Nous ne voulons pas être des flics à la solde de l'état bourgeois. Nous ne voulons pas être les entonnoirs salariés qu'utilise le système en place pour gaver les enfants de ses propres critères moraux et intellectuels; de ses impératifs et de ses interdits. Nous ne voulons pas être la courroie de transmission de l'idéologie bourgeoise.

Nous ne désignons personne; nous n'éveillons aucune conscience, nous

ne faisons qu'intégrer plus ou moins bien des êtres à un système politique et économique fondé sur l'exploitation des classes par une autre qui détient les moyens de production de consommation et d'information.

On nous fournit des enfants qui ont des aptitudes physiques et intellectuelles (des muscles et un cerveau, rien de plus) et dont nous n'avons à développer et à canaliser que les aspects, les possibilités qui seront rentables pour le système. La neutralité de l'éducation d'aujourd'hui n'existe pas puisque les structures du système d'enseignement actuel reproduisent les structures du système politique qui a besoin d'un tel enseignement, qui le dirige, qui le finance: irresponsabilité, passivité, obéissance du sujet "éduqué" devant ses "éducateurs" qui ne sont que l'Initiation à l'Irresponsabilité du Choix de sa propre vie, à la Passivité et l'Obéissance à l'égard du chef et des prétendus impératifs du système.

La pédagogie dans tout cela, n'est que la somme des "trucs", des tours de passe-passe qui permettent d'intéresser l'enfant à sa progressive aliénation, à sa lente destruction. On ne CONSTRUIT pas des adultes: on DETRUIT des enfants. Bien sûr, il y a FREINET et ses méthodes actives, ses procédés "révolutionnaires". Mais ces quelques tentatives d'échappatoire vers une authentique liberté se heurtent bientôt au mur de la rentabilité et de l'intégration des élèves-Freinet au système de production: il faut bien apprendre quelque chose qui serve. Il FAUT que se poursuivent les études et que se passent les examens. Il est bien évident qu'il ne PEUT PAS y avoir d'éducation révolutionnaire, c'est-à-dire libre, dans un monde qui ne s'est pas lui-même libéré. Il n'y a pas d'INSTITUTEURS REVOLUTIONNAIRES. Il n'y a que des REVOLUTIONNAIRES qui exercent le métier d'INSTITUTEURS.

L'enrôlement commence dès l'ECOLE PRIMAIRE.

Il y a une manière de distribution des connaissances, masquée par une science hypocrite - la pédagogie

L'école n'est pas le seul terrain de cette distribution. La famille elle aussi apprend à obéir, à se conformer à une règle, à sacrifier ses désirs, ses rêves sa spontanéité, pour s'identifier aux modèles que sont fiers de lui proposer ses parents. Il deviendra bientôt un adulte "raisonnable", "réaliste", "interlocuteur valable" et pourquoi pas, libre et indépendant! En réalité cette "formation" qu'imposent aux enfants famille et école, qui ne sont que les cellules élémentaires du système capitaliste, a pour résultat et même inconsciemment pour but, le modelage des types d'individus, selon les besoins du système qui les utilise. Les enfants sont livrés, ainsi conditionnés, dans la vie économique et sociale et ils sont récupérés facilement et faussement par les structures capitalistes en place (syndicats, partis, etc..) qui leur offrent des conditions de sécurité et de force arbitrairement enfermées dans un régime bureaucratique.

Les syndicats sont des cellules sclérosées impuissantes qui font le jeu du gouvernement en place.

- ils sont enfermés dans une bureaucratie et une paperasserie si compliquée et cloisonnée qu'il est difficile d'en comprendre les rouages (impossibilité de toucher les chefs syndicaux sans passer par la hiérarchie - élue démocratiquement - de tous leurs valets).

- ils acceptent de discuter avec la classe possédante et ses représentants tombent d'accord avec eux pour obtenir des concessions sur des points de détail que nul ne peut contester. (attirer à eux de nouveaux adhérents; obtenir plus de concessions qu'une centrale rivale).

Pour toutes ces raisons, les syndicats minimisent les revendications des travailleurs, les canalisent, les centralisent, les déforment, en les adaptant à leurs propres structures, à leurs propres positions. Pour maintenir leur existence propre à l'intérieur du système, les syndicats ne peuvent proposer aux gouvernements que des réformes de détail, qu'ils sont sûrs de savoir acceptés à plus ou moins longue échéance. En mai, le mouvement ouvrier a démarré en dehors des syndicats qui ont cherché à tout prix à le récupérer. Car ce mouvement qui leur échappait remettait en cause leur réalité et leur raison d'être. Les syndicats ne représentent pas les travailleurs, ils ne représentent qu'eux-mêmes. Ils ont leurs revendications propres et les proposent aux

travailleurs. Pour se substituer aux travailleurs qui au départ exigeaient des réformes dont ils ressentaient quotidiennement la nécessité, ils vont jusqu'à accuser d'irréalisme d'aventurisme, ceux qui échappent à leur emprise. 10 millions de travailleurs en grève nous paraissent une minorité agissante relativement majoritaire.

Les syndicats, et le SMI en tête, se perdent dans des confusions de détails (rappelez-vous la farce de Grenelle) au lieu de reposer le problème de façon totale, radicale, insoluble alors pour la bourgeoisie dominante, et la forçant ainsi à montrer son vrai visage (pouvoir d'argent, pouvoir policier, pouvoir légal, mais toujours pouvoir répressif).

Il y a un seul grand problème politique et social, celui de la lutte des classes. Tous les autres sont de faux problèmes (examens, lois, répression, marché, chômage, prix) qui tous se ramènent à celui-là seul. Et c'est celui-là qu'il faut reposer chaque fois, celui-là qui est évidemment insoluble pour la classe possédante et le gouvernement chargé de la représenter puisqu'il remet en cause son existence même.

On ne peut donc pas parler d'éducation sans parler de politique.

- on repose le problème du but de l'éducation: former les travailleurs et les cadres selon les besoins de l'économie bourgeoise (formation, orientation).

- le ministère de l'éducation n'est pas indépendant: il dépend directement du ministère des finances, donc du gouvernement et de son chef.

- l'école est l'école de la bourgeoisie: elle ne changera qu'avec le système tout entier.

L'ECOLE est donc un problème POLITIQUE.

Ce que nous VOULONS:

Une mise en liberté totale des consciences de l'homme et de l'enfant (destruction de la publicité et des moyens de propagande en tant que tels: télé, radio presse).

Une information non déformée qui ne soit la propriété de personne mais qui surgisse comme nécessaire au sein d'un groupe sans classe.

D'où peut naître une autogestion REELLE qui se manifeste à tous les niveaux: école, famille, usine, travail, marché.

Autogestion qui apparaîtra tout aussi nécessaire à partir du moment où le processus de la Lutte de Classe aura abouti.

La participation et la co-gestion ne sont pas des étapes vers l'autogestion. Elles ne sont que des leurres qui servent à tromper le travailleur, à l'endormir, à le contrôler, à l'enfermer dans de nouveaux rouages et à l'intégrer plus parfaitement à la machine capitaliste.

Il faut lutter contre cette mobilisation. Il ne s'agit pas d'être intégré à un système où il y a des différences de classes en ayant pour seule ambition le plus grand "confort" de la classe supérieure où les mêmes problèmes se retrouvent posés mais de dénoncer et d'agir contre ces différences insupportables, aliénantes, et destructrices. Il n'y a pas de voie toute tracée ni flèches à suivre sagement comme un troupeau de moutons. Il y a des questions à se poser face à certains problèmes. Il y a des choses à faire en réponse. Ne désertez pas devant l'ampleur de la tâche à accomplir: vous y serez mêlés demain.

Ce que nous pouvons FAIRE:

à l'ECOLE: développer au maximum les méthodes actives, ne pas se contenter de donner des responsabilités à l'enfant. Faire que ces responsabilités deviennent pour lui une nécessité. Ce n'est pas au maître de distribuer des tâches pour intéresser l'enfant à un travail et lui donner un semblant d'activité. Il faut que l'activité de l'enfant soit REELLE: activité de réflexion, d'organisation, de choix, et de réalisation. Le rôle du maître n'est pas un rôle de guide, ni même de conseiller: il n'est là que pour donner une information totale, que les enfants solliciteront au moment où ils en sentiront la nécessité. ATTENTION: ne pas confondre avec une pédagogie d'attente qui se contente d'attendre que l'esprit des enfants veuille bien se conformer au programme qui a été décidé pour eux. Ici, il s'agit de satisfaire aux exigences de l'esprit de l'enfant au moment où elles apparaissent sans souci aucun des horaires ou des programmes.

Il ne faut pas établir une hiérarchie quelconque et remettre à plus tard la réponse à une question posée par l'enfant. L'enfant doit faire ce qu'il VEUT et non pas ce que le maître veut qu'il FASSE. Ce n'est pas une manière bordellique de procéder: c'est la seule façon de faire pour que l'enfant se forme et enfin non plus qu'on le déforme

Hors de l'ECOLE: Le corps enseignant ne doit pas rester isolé. Les instituteurs doivent sortir de leur école, où ils n'ont appris, au mieux, qu'à pleurer sur leur propre sort. Vous devez établir des contacts constructifs d'information et d'action avec les parents, quand ils ne sont pas des gaullistes incurables et des conservateurs dangereux, avec les étudiants, avec tous ceux qui éprouvent le besoin et le désir d'assumer l'entière responsabilité de leur vie quotidienne.

Il ne tient qu'à vous de retourner contre le pouvoir les armes qu'il a mises dans vos mains: autorité, audience, prestige et aussi, machines, locaux, etc.. Restez en contact, réunissez-vous le plus souvent possible et tenez-vous au courant de ce que vous entreprenez.

Lisez, faites lire et discutez ce texte, et agissez.

Le comité d'action Enseignants-Normaliens.

oooooooo

LES LIAISONS et le TRAVAIL d'ICO

En 1967 la modeste dimension d'ICO rendait possible les échanges autour des camarades de Paris qui assuraient le travail matériel de centralisation et de diffusion des informations, des discussions, et la correspondance. Mais avant mai, il était déjà difficile de faire participer les camarades de province à certains débats fléuve, bien que ceux-ci soient intéressants. Nous avons pensé alors acheter un appareil à photocopier et expédier les "dossiers-débats" largement résumés et annoncés dans ICO à tous ceux que cela intéresserait.

Le tirage des brochures et les dépenses engagées ont fait remettre ces projets matériels au moment où le développement de groupes autonomes en province et l'augmentation de la diffusion d'ICO rendaient plus nécessaires et plus aigus ces mêmes problèmes de liaisons et de participation de tous, à tout.

Des débats étaient en cours à ICO juste avant mai. Une lettre d'un camarade de Toulouse posant des questions sur les débats à ICO autour de thèmes actuels a amené l'envoi de "dossiers" sur le mouvement situationniste- sur la rencontre de Taverny 67- sur les discussions avec divers "opposants" d'octobre 67 à avril 68. Voici la lettre de ce camarade qui pose un problème réel de liaisons auquel il faudrait que nous nous attelions tous.

- d'un camarade de Toulouse: ..." le seul ennui c'est que toute cette correspondance n'ait pas paru au grand jour dans le bulletin. C'aurait permis à pas mal de copains de province de participer plus activement aux débats tous fortement intéressants. Il faut à tout prix que vous vous décentralisiez au maximum car ici (et ce doit être pareil dans d'autres villes) le besoin se fait ressentir avec une grande acuité de nous lier, de nous resserrer auprès d'autres travailleurs qui, comme nous, ont mené un combat isolé ou presque en mai-juin derniers. Aussi suis-je heureux de vous dire que nous sommes entrain de "regrouper" différents travailleurs à partir de vos bases ou tout au moins, à peu de chose près. Il s'agit en fait de travailleurs du bâtiment (ma-boîte) de la chimie (2 grosses boîtes différentes) de Motorola et de Sud Aviation. Depuis juillet dernier, tous ces gars avaient manifesté, suite au désastre de mai pour ce qui est des centrales syndicales traditionnelles, le désir de mener eux seuls leurs propres

luttés et nous avaient contacté individuellement. D'aucuns d'entre nous qui vous connaissions et qui, avons pendant les événements, fait preuve de notre combativité sans passer par le canal des centrales ou des partis, avons laissé mûrir la situation jusqu'à aujourd'hui, tout en maintenant le contact avec les mécontents de nos boîtes respectives. A présent nous en sommes au stade de la préparation de cette première rencontre inter-entreprise où nous mettrons ensemble les points sur les i. C'est ensemble que nous ferons cette fois l'analyse des grèves de mai, que nous critiquerons les centrales et le sacro-saint syndicalisme- même révolutionnaire-, bref que nous envisagerons comment à l'avenir mener nos luttés. Nous ne serons pas plus d'une trentaine, mais cela nous semble suffisant pour démarrer sans perdre notre sang froid. D'autant qu'un point commun nous rassemble tous: l'intégration à l'appareil bourgeois de toutes les centrales leur inutilité, et la mise en place de conseils ouvriers sur le plan de la lutte révolutionnaire. Voilà où nous en sommes. Nous insistons bien sur le fait qu'il s'agit pour nous tous de satisfaire un besoin vital: lutter contre toutes les formes d'oppression sur nos lieux de travail et tout au long de notre vie quotidienne, mais avec une priorité donnée au problème économique. Nous sommes aussi conscients que ce regroupement "spontané" (nous entendons HORS de toute influence ou ingérence politique "spécialisée") n'est que momentané parce que correspondant - dans l'état actuel de notre lutte- à une "phase" précise de cette même lutte. Il n'est pas question du tout de faire de la propagande, de recruter, d'organiser les travailleurs, de créer une nouvelle chapelle avec ses bonzes et ses militants. Non. Tout simplement étudier ensemble ce qu'il y a à faire tant sur le plan de nos boîtes que sur le plan local, sans même se considérer en tant que "minorité révolutionnaire". Nous vous tiendrons au courant de nos travaux.

Ici, il ne se passe pas une journée, surtout cette semaine, sans qu'il y ait au moins une manifestation. Etudiants et lycéens surtout. Matraquages sur matraquages. Ça y va fort. Mais ça ne décourage personne. Au contraire. A côté de cela, nos futurs exploités (je veux parler des J.C.R.) organisent des conférences avec leur grand chef Ben Saïd. Le gars parle pendant plus d'une heure (que de conneries il peut dire pendant tout ce temps!) et ensuite, il y a un débat. Tu parles, cocotte! Trois ou quatre travailleurs assistent à ce genre de finissage, perdus au milieu de trois cents étudiants... qui la plupart du temps, s'endorment sur leurs fauteuils. Nous, nous rions. L'autre soir, nous avons été obligés de sortir car un de nos copains s'est trouvé mal. On ne sait toujours pas si c'est le discours de Ben Saïd ou l'air surchauffé qui lui ont donné envie de dégueuler!

A côté de cela, il y a heureusement des grèves: aujourd'hui la totalité des ouvriers d'une grosse boîte du bâtiment (300 ouvriers environ) entame la 3ème semaine de grève. La CGT n'a révélé ce mouvement qu'au terme de la première semaine d'arrêt de travail. Principales revendications: augmentation générale des salaires (primes incluses dans le taux horaire) et remise en état du foyer. Le patron a fait "lock-outé" la boutique mais les gars tiennent bon. La solidarité s'est manifestée: aide pécuniaire importante par des collectes dans les boîtes et dans les Facs, soutien par aide aux piquets, etc.. Union sacrée des patrons et des bureaucraties syndicales afin d'empêcher une "généralisation" du mouvement dans les autres boîtes du bâtiment. Ça vaut de l'or...

Un camarade de Chambéry envoie un premier compte-rendu de réunion que nous publions ici. Après tout, les compte-rendus de Chambéry valent bien ceux d'ICC de Paris. Mais que faire si 5 ou 6 groupes expédient des compte-rendus hebdomadaires, ou même mensuels?

" I/ C.A.L.- Lycée d'Etat- création obtenue d'un Comité d'Animation avec parents-profs-élèves qui dirige entre autres un Club d'Informations libre: au sein de ce club, exposés et activités prévus:

- la lutte de classes, interprétation marxiste de l'Histoire (exposé)
- la participation (table ronde avec représentants syndicaux et ouvriers).

- les problèmes financiers du moment (débat animé par un économiste)
- causerie faite par le directeur du Théâtre de Chambéry sur une pièce de Marivaux récemment jouée: pour préparer en avril la venue de Julian Beck au lycée à l'occasion de la venue du Living Theatre à Chambéry.

Mais les sujets des causeries et les gens invités sont trop souvent choisis par les parents ou les professeurs.

Les copains du C.L pensent aussi à quelques provocations: feuilles d'absence, carnets de correspondance subtilisés; le refus d'un assez grand nombre de lycéens d'acheter le carnet de correspondance (de notes) a plongé l'administration dans un grand embarras: elle n'ose pas confier aux élèves leur livret scolaire!

Lycée Jules Ferry: dans une classe de seconde, les élèves décident de faire grève des cours du samedi après-midi pour demander qu'ils soient reportés dans la semaine, sur la proposition du délégué de classe; la directrice qui avait refusé de prendre en compte les réclamations polies et dans les règles formulées au début de l'année, s'incline avant même que se déclanche la grève. C'est maintenant 20 ou 30 délégués qui viendront la mettre en demeure de changer les cours du samedi sous peine de grève.

"2/ F.C : seuls 4 ou 5 copains politisés et militants. Les autres dorment et travaillent comme au lycée: ils n'ont eu que la rue à traverser pour être en Fac.

Il s'agit de fonder une UNEF à Chambéry (ça n'existe même pas) et de s'en servir comme appât (c'est "officiel") et comme couverture. De plus, c'est un moyen d'avoir de l'argent et du matériel et des locaux. Nous allons essayer de faire voter le refus de la Commission Paritaire.

"3/ CHAMBERY:

Formation politique: commande de brochures diverses: ICO- NR- Inter-luttes- discussion - division en 2 groupes de travail: exposés sur Makhmo et Cronstadt dans 15 jours. D'autres suivront.

Contacts avec ouvriers: essai de contacter ceux qu'on connaît et qui travaillent dans de grosses boîtes de Chambéry, discussion, renseignement sur leurs conditions de travail et enfin d'ici trois semaines, réunion des gars contactés individuellement par nous, tous ensemble, et discussion décisions, etc..

Les deux groupes de travail sont conservés pour cette activité.

"4/ LLAISONS: elles sont assurées régulièrement avec 7 autres groupes sous la forme de ce compte-rendu que j'espère pouvoir vous transmettre hebdomadairement."

- un camarade de Marseille: à la dernière réunion a évoqué la formation d'un groupe d'ouvriers (une dizaine de boîtes) de deux étudiants et d'un insti, et la publication par ce groupe d'un bulletin. Voici le type de problèmes que se posent certains camarades de ce groupe:

" le mouvement lycéen à Marseille: aider les travailleurs ou les diriger. Marseille est une des rares villes où subsiste à ma connaissance le travail de recherche pour une organisation de type nouveau issue des idées de mai. Différentes tentatives de récupération par les groupes d'extrême-gauche ayant été dénoncées, nombreux sont les étudiants ou lycéens du mouvement à se demander quel est le sens des manoeuvres que cache le léninisme et à se poser "la question du parti". A l'intérieur du mouvement lycéen, le problème s'est posé en ces termes: "les lycéens doivent-ils faire jouer la solidarité étudiants-travailleurs dans un éventuel parti ou améliorer le système des comités d'action étudiants-travailleurs" ?

" La lutte qu'ils mènent est-elle réellement celle des ouvriers"?
"Pouvons-nous demander aux ouvriers de nous suivre pour "accomplir la révolution" ? En quoi les actes des comités d'action lycéens participent à la prise de conscience révolutionnaire des ouvriers " ? ...

L'analyse sommaire du milieu lycéen a permis d'avancer quelques éléments de réponses. En effet, le monde lycéen est soumis à d'importantes contradictions dans le cadre de l'université bourgeoise, les deux principales étant:

- la spécialisation - pratique dans la technique, théorique dans

le classique

- la crise des valeurs bourgeoises dans l'abrutissement idéologique. Ces contradictions peuvent permettre au mouvement lycéen, qui organise les luttes de contestation des lycéens contre les structures imposées, de prétendre avoir le même but que les travailleurs. Mais leur position "d'intellectuels" ne peut aucun cas leur permettre de prétendre diriger ou orienter les luttes ouvrières: tout au plus les aider matériellement ou confronter expériences et opinions.

Le principal objectif des luttes lycéennes doit être aujourd'hui la critique radicale des structures capitalistes dans le secteur de l'université afin d'imposer l'apparition des rapports de force entre classes favorables au prolétariat, à informer les travailleurs du vrai sens des luttes lycéennes, ce que l'on a essayé de faire à Marseille lors des dernières grèves lycéennes d'octobre. "

- d'un camarade de Naples: " les camarades pensent que notre position vis-à-vis d'ICO doit être la suivante, très brièvement:

1/ autonomie complète tant sur le plan théorique et organisationnel
2/ continuation des contacts, dans la mesure où ICO est composé - en nette majorité - d'ouvriers authentiques conscients (authentiques, c'est-à-dire n'appartenant pas à l'aristocratie ouvrière, et conscients, c'est-à-dire possédant un minimum de conscience révolutionnaire) ou - en nette minorité - d'éléments d'autres classes ayant une tendance systématique à se lier profondément aux premiers, dans les rapports quotidiens et dans l'effort théorique, également quotidien. Conquérir un caractère effectivement prolétarien, c'est le souci constant de notre nouvelle tentative de regroupement: le point de départ n'est pas très favorable; à plus de 80% nous ne sommes pas de la classe ouvrière, bien que nous ayons ici et là, quelques bons contacts ouvrier sur le plan politique ou humain, riches d'un certain nombre d'années de rapports fraternels, plus ou moins réguliers.

3/ échange de textes et d'informations.

- d'un camarade de Bruxelles: " je lis toujours avec beaucoup d'intérêt les numéros d'ICO et j'ai rencontré toujours des études richement pensées et documentaires. Vos dernières informations des événements de mai et ceux internationaux que je ne manque pas de suivre avec attention, m'apportent des sons de cloche des plus intéressants qui aident à comprendre bien des situations parfois embrouillées. Entre nous, il n'est pas dans l'habitude de s'envoyer des fleurs, mais il faut louer les efforts de clarification qui sont tentés dans le maquis des événements présents. ... Maintenant, j'aimerais vous demander de m'adresser les quelques brochures éditées par vos soins et la possibilité d'en reproduire éventuellement l'essentiel ou en partie dans un numéro de Pensée et Action, que je prépare avec des jeunes universitaires sur la contestation internationale dont il fut déjà tant parlé. Notre cahier sera axé sur les questions traitées par les jeunes d'ici, mais j'aimerais leur faire part de ce qui a été publié en la matière dans votre presse.

- d'une université américaine: (Ohio)... " nous avons repris le boulot ici, fin septembre. Campus calme: le président élu des étudiants est militant S.D.S. la négociation remplace donc la bagarre. Jusqu'à quand? Il faut se rappeler qu'un campus américain offre une bonne partie de ce que réclamaient les étudiants français en mai-juin, et en particulier la liberté de pratiquer toute politique (nous avons eu cette semaine un " free speech) public, en plein air, où chacun, profs et étudiants, a pu venir dire ce qu'il pensait à propos de tout; nous recommençons chaque semaine). C'est un bon moyen de désamorcer les protestations; pourtant celles-ci restent utiles; à quel sert de tenir une réunion anti-militariste si on n'a pas le droit d'aller engueuler les élèves-officiers qui défilent? Car ce droit risque de bientôt disparaître, en fonction d'un nouveau code que l'Etat d'Ohio oblige ses universités à adopter sous peine de leur couper les vivres. Désormais, manifester en dehors de l'endroit et de l'heure prévus (quelle spontanéité) risque de faire renvoyer un étudiant. Contre ça, il y a

Mai - Juin

Nous continuons à publier des textes rédigés par des travailleurs sur ce qui s'est passé réellement dans les entreprises en mai et juin 1968. Presque tous les livres parus concernent le mouvement étudiant, presque rien sur ce que fut la grève généralisée. Nous demandons à nouveau aux camarades d'ICO d'écrire ce qu'ils ont vécu dans leurs entreprises et de recueillir tous les témoignages de camarades avec lesquels ils sont en contact.

Jeumont
Schneider

/ Chez J.S. impressions de mai /

Il nous paraît fastidieux en ce moment où tout est à la "normale" d'évoquer ce qu'ainsi l'était pas moins -normal à rebours- à la fin du printemps dernier. D'ailleurs ce qui s'est passé ici n'est qu'une variante de ce qui s'est passé ailleurs, que tout le monde connaît. Cependant il n'est pas inutile de se pencher sur le miroir tordu du passé pour essayer de se connaître soi-même.

L'après-midi du vendredi 17, dans les ateliers, on chuchote: les syndicats sont en train de mijoter quelque chose devant la montée de la vague; cependant c'est une fin de semaine sans histoire.

Lundi matin, les travailleurs qui ont parcouru l'avenue décorée de drapeaux rouges, se groupent devant les portes sans savoir s'ils doivent entrer ou rester dehors; Ils attendent un ordre. Les délégués le donnent: "entrez, nous déciderons de ce qu'il faut faire". Comme d'habitude, les lourdes portes de fer se referment, après que tout le monde, d'un geste d'automate, a pointé son carton à la pendule, tandis qu'à l'usine voisine, la SIFA, fabrique d'antibiotiques, il s'est déjà passé quelque chose: le drapeau rouge flotte au-dessus des portes de fer scellées par d'innombrables affiches blanches manuscrites qui pourraient se résumer ainsi: grève illimitée, pour que ça change, pour que le travail fasse partie de la vie et non de la destruction de la vie...

- il va se passer quelque chose chez nous, tout à l'heure, nous prévient un jeune copain de la CFDT.

En effet, dans les ateliers, les gens ne travaillent pratiquement pas, certains se montrent impatients dans l'attente de ce quelque chose. Vers 9 heures, les délégués syndicaux circulent et présentent un papier polycopié à signer: "êtes-vous pour ou contre les revendications suivantes: salaires minimum 800 frs, semaine de 40 heures sans diminution de salaires, retraite à 60 ans, abrogation des ordonnances de la Sécurité Sociale; reconnaissance des droits syndicaux dans l'entreprise. Etes-vous pour ou contre une assemblée générale du personnel?". Auprès de chacun on insiste pour qu'il mette au clair son nom après sa signature, chose qu'on ne fait pas d'habitude. "Chacun doit prendre sa responsabilité, dit la déléguée", et nous étions plus ou moins ébahis. De quoi s'agit-il? Quelle responsabilité aurons-nous à prendre, nous les éternels signataires de pétitions, de revendications, de requêtes, destinées aux corbeilles à papiers?

A 10 heures, les ateliers se vident, et on se réunit à la menuiserie. Environ 500 personnes dont la majorité est formée d'ouvriers en bleu; eux, les contre-maîtres, chefs d'équipe, en blouses grises, ils sont là aussi, cette fois-ci; et quelques blouses blanches. Cet atelier d'emballage connaît, depuis des années, de temps à autre, la routine des assemblées d'une heure, d'une demi-heure, des gens en débrayage à l'appel des syndicats, réunions où on n'a jamais vu tant de monde que ce matin du lundi 20 mai. Mais la routine n'a pas perdu ses droits, les mêmes mènent le jeu, et les autres jouent le jeu. Les délégués sont sur la plate-forme et la foule, comme toujours, est presque silencieuse. Prend la parole le premier, un délégué de la CFDT, un tourneur, un gaillard entre deux âges, aux yeux profonds et luisants, l'air convaincu et passionné. Il fait l'éloge du courage des étudiants et estime que c'est le moment pour les ouvriers d'entrer

en lutte, pour "faire ouvrir les yeux au patronat et au gouvernement qui, depuis des années, refusent de discuter avec les syndicats". Timidement, un petit drapeau rouge est déroulé puis dressé derrière le groupe des orateurs. "Je ne suis pas communiste, dit-il, mais je suis pour le drapeau rouge". Puis il rappelle l'origine de l'emblème: pendant les barricades de 1848, on a ramassé une chemise imprégnée du sang d'un ouvrier tué, elle a servi de drapeau, et cette chemise serait encore conservée dans un musée de Moscou. Ça étonne un peu tout de même. Les quêtes pour les grévistes des houillères, pour le Vietnam, s'étaient faites avec le drapeau tricolore: on l'étendait à la sortie de l'usine et chacun manifestait sa "solidarité agissante", en jetant son obole dans ce chiffon sacré de la patrie. Eh oui! on aurait eu bonne mine devant les étudiants des barricades avec leurs drapeaux rouges et leurs drapeaux noirs, si l'on avait sorti seulement le bleu-blanc-rouge. Après le délégué de la CFDT, celui de la CGT avoue n'avoir plus grand'chose à dire, et propose comme moyen d'appuyer les revendications proposées par les syndicats, la grève illimitée avec occupation de l'usine. Les jeunes semblent être enthousiastes pour l'action, les vieux paraissent soucieux. La décision est prise par voie de scrutin: chacun marque le oui ou le non sur un petit papier; 2/3 pour la grève, 1/3 contre; une vingtaine pour la grève sans occupation de l'usine.

"Nous vous demandons, dit le délégué CGT, de ranger vos outils et de tenir les établis propres". On sent l'autorité du "responsable".

Ainsi fut rompu le quotidien, et chacun secoué, fut tiré plus ou moins de l'apathie. Le problème était là et chacun se le posait à sa manière.

- "Maintenant, il faut discuter de ce qu'on va faire", dit G. un contre-maître. "Vous voulez foutre par terre le gouvernement, et il faut savoir où l'on va. Demain il n'y aura plus de lait pour les bébés..."

Après le repas de midi, on se réunit à la cantine et on élit un comité de grève. La plupart des candidats présentés à l'approbation de l'assemblée sont des délégués ou syndiqués CGT et CFDT; quelques jeunes "inorganisés" y sont admis. Un piquet de grève de quarante personnes, toutes volontaires, assureront l'occupation jour et nuit. Le comité invite tout le monde à venir tous les jours pour participer à l'occupation. En réalité, pour garder l'entrée de l'usine, car seul le piquet de grève peut circuler dans les ateliers. "Et pourquoi occuper l'usine? Pour que le patron ne lock-out pas; car une fois déjà, il a joué ce mauvais tour et a fait convoquer un à un les travailleurs qu'il voulait reprendre." Aux jeunes du comité est confiée la tâche "d'organiser les loisirs", en vue de tuer l'ennui des occupants, l'ennui prévu aussi illimité que la grève.

Chez les jeunes (infime minorité) se manifeste un sentiment confus de la nécessité d'un changement profond du mode de vie, ce qui implique un changement profond de la société entière dans ses structures. A certains qui descendent au quartier latin les nuits des barricades, il semble que le couvercle du vieux monde de plomb s'entrebâille au-dessus de nos têtes et que c'est le moment de le faire sauter; la majorité vit l'événement passivement, comme se laissant un peu emporter dans l'inconnu par la vague; ceux qui ont déjà dépassé le demi-siècle d'âge, qui ont fait 36, ne s'illusionnent point, ils se rappellent bien comment on a su "terminer une grève".

Durant la première semaine, on vient nombreux et les assemblées pour informations et discussions, organisées par le comité de grève, sont fréquentes.

Après Grenelle, la CGT et la CFDT ne se montrent pas chaudes pour les réunions du comité de grève et les assemblées générales, et prétextent, pour en convoquer le moins possible, de réunions intersyndicales presque journalières. Ou bien on expédie prestement la réunion du comité de grève, on y parle de cantine ou de la garde de nuit et c'est tout.

Le mercredi 21, des jeunes proposent lors d'une assemblée générale de constituer des équipes de discussion sur les revendications et autres problèmes. A l'issue de l'assemblée une trentaine d'ouvriers se retrouvent dans la salle des conférences (accessible aux cadres seulement en temps normal), car la proposition leur a plu. Une discussion très sympathique se développe au sujet des revendications, des contradictions et des insuffisances; on en arrive à la question des rapports entre syndicats et partis politiques mais la discussion tourne court, des délégués CGT intervenant, prenant la parole avec force et interrompant tout le monde.

Le premier jour, seul le drapeau rouge flotte au-dessus de la porte fermée de l'usine, porte scellée par une grande affiche rouge portant nos revendications. Mais dès le jour suivant, le drapeau tricolore est là, faisant la paire avec le rouge. Nous comprendrons ça plus tard, lorsque le P.C. se déclarera parti de l'ordre, "le premier à dénoncer les groupuscules extrémistes et provocateurs", et déclarera qu'il a su associer "le drapeau de la révolution française" au "drapeau de la classe ouvrière". Monsieur Waldeck Rochet charrie. Le drapeau des communards ne se mêle pas au drapeau des Versaillais. Le drapeau tricolore est celui de la bourgeoisie et de l'Etat bourgeois actuels. C'est sous ses couleurs que depuis 1789, la bourgeoisie exploite les ouvriers et les envoie mourir au champ d'honneur; sous ses couleurs qu'elle a asservi les noirs et les jaunes.

Est-il utile de le dire? Nos camarades délégués CGT, c'est la cellule à l'usine, tout comme le camarade Séguy fait partie du bureau politique.

Dans les assemblées, les gens parlent peu, s'expriment avec difficulté. Nous notons au hasard, les choses qui nous reviennent à la mémoire. Quelqu'un propose un jour de discuter sur les revendications formulées, en rappelant qu'en 36, on a obtenu la semaine de 40 heures et que depuis on a toujours travaillé de 48 à 56 heures. Et puis maintenant, 32 ans après, nous nous retrouvons au même point. " Depuis 32 ans, la technique a évolué et la production s'est développée, s'est dit un vieil ouvrier, pourquoi revendiquer 40 heures au lieu de 35 heures? ". Et si demain, patronat et gouvernement acceptaient les 40 heures, qu'est-ce qui les empêcheraient de nous rouler comme par le passé? La retraite à 60 ans permettrait aux vieux de connaître un peu de repos et aux jeunes d'avoir du travail. La proposition n'a pas suscité grand intérêt parmi l'assistance, et le comité déclare clos le débat, qui n'est même pas commencé.

Dans la suite, après Grenelle, au comité de grève, on ne parle plus de 40 heures, mais de la réduction progressive des heures de travail; on ne parle plus de retraite à 60 ans, mais de l'abaissement de l'âge de la retraite...

Des camarades évoquent l'union dans la lutte entre l'université et l'usine, proposent qu'on invite les étudiants de l'UNEF, du mouvement du 22 mars à venir à l'usine nous informer de leur mouvement. Sur le refus du comité de grève, ils demandent que leur proposition soit soumise à un vote de l'assemblée, ce qui est classé sans réponse. Bien qu'il y ait un certain nombre de gens favorables à cette idée, personne n'insiste. Les délégués et les jeunes membres de la CFDT, qui sont d'accord pour une telle liaison ouvriers-étudiants, n'ont pas voulu contrarier les délégués CGT, de crainte de "rompre l'unité" d'action.

Un groupe de jeunes se rend à la mairie "communiste" de St Denis pour obtenir un local hors de l'usine où ils pourront discuter avec des étudiants. D'abord, on leur refuse sous prétexte que chez J.S. il y a des gens suspects. Pour contenter ces jeunes, un délégué intervient (délégué CGT) et une salle est accordée au 120 avenue Wilson, à quelque cent mètres de l'usine. Mais la rencontre n'a pas eu lieu, les étudiants de l'UNEF ne sont pas venus.

Le jour de la manifestation à la gare St Lazare, organisée par la CGT pour un gouvernement démocratique (à participation communiste) à l'assemblée générale, le comité de grève, ou plutôt les délégués CGT invitent les gens à participer à la manifestation pour "appuyer les pourparlers entre patronat et délégation syndicale de la métallurgie". " Maintenant, vous voulez politiser la grève, dit quelqu'un. Qu'est-ce que vous racontez, la manifestation est destinée à soutenir votre politique, hier soir à la télé Séguy l'a dit, et vous nous faites croire qu'elle est simplement destinée à soutenir nos revendications". De son côté, la déléguée CFDT propose le soutien d'un éventuel gouvernement Mendès-France.

Vers une heure, quatre ou cinq gars et filles du mouvement du 22 mars sont venus devant l'usine et cherchent à entrer en conversation avec les grévistes. Tout de suite, les délégués CGT interviennent. Une femme prend à partie les intrus:

- qu'est-ce que vous voulez? Quel est votre programme?

- Mais madame, nous ne sommes pas un parti politique, nous ne voulons pas le pouvoir, et nous n'avons pas de programme. Nous voulons simplement prendre contact pour information.

Dans la discussion avec les ouvriers, lorsque le gars prononce le nom de Séguy, un délégué CGT, tout feu, veut lui sauter à la gorge. Comme si le nom du dieu était profané. Une ouvrière indignée du fanatisme du délégué, intervient: "tu n'as pas le droit de l'empêcher de parler, laisse-le parler. Moi aussi, je suis cégétiste, mais il faut que tout le monde puisse parler. Même les trotskistes qui étaient venus ici distribuer des tracts, vous n'avez pas le droit de les brutaliser". Et elle continue: "On peut obtenir des améliorations; pourquoi faire une révolution? pourquoi faire couler du sang?".

Peu à peu, les bouches s'ouvrent, surtout en dehors des assemblées, dans les piquets de grève, la nuit. Comme disait un copain de la boîte: "cette grève, elle aura eu au moins le mérite de faire parler les travailleurs". On discute sur les événements, les étudiants, le fascisme, sur tout. Quelques uns vont le soir à la Sorbonne, à l'Odéon, à l'école des Beaux-Arts et reviennent le lendemain avec des idées et l'ambiance de liberté de ces lieux.

Bien souvent, devant le fiasco des revendications alimentaires de Grenelle, l'idée de l'autogestion, de la gestion ouvrière est lancée. Les réponses ne sont pas hostiles; mais l'on se considère incapables de mener une telle tâche à bien, on sent qu'il s'agit d'un problème à caractère global qui dépasse le cadre de l'entreprise et même de la France. Et on sert aussi que les syndicats ne sont pas pour la fin du régime social existant.

La commission des loisirs a invité des artistes portugais qui viennent chanter des fados. A leur arrivée, le mercredi 21 devant la porte de l'usine, les copains portugais comparent la profondeur et l'ampleur du mouvement avec le piètre contenu moral de nos revendications, ce qui a pour effet d'éveiller la méfiance d'une déléguée CGT. Après les chants, un dialogue s'amorce avec un délégué CFDT:

.. pourquoi êtes-vous en grève et quelles sont vos revendications?

- la société capitaliste nous exploite par le canal des imprésarios des maisons de disques, la radio, au même titre qu'elle exploite les ouvriers par le moyen des patrons. Nous ne revendiquons pas la semaine de 40 heures (qu'on devrait avoir de plein droit depuis 36) ni un salaire minimum de 800 frs (car il faut plus de 800 frs pour vivre décemment, et pourquoi ici 800 frs, plus loin 600 frs et là-bas 1000 frs? Nous sommes en grève aussi par solidarité envers les ouvriers et les étudiants, nous allons dans les usines pour que s'engage le dialogue entre ouvriers et artistes et qu'on voie bien qu'il n'existe qu'un problème pour tous: contester la société en place". Le copain achève en disant qu'il ne faut pas se laisser avoir. Réaction violente de la déléguée CGT: "Vous êtes là pour chanter, alors chantez. Quant aux ouvriers, nous, on s'en occupe". Le dialogue se poursuit néanmoins, mais bientôt les copains sont priés de quitter l'usine sous la surveillance du gorille de service, et l'après-midi s'achève avec eux dans un café, à l'abri des réactions syndicales.

A part ces incidents, l'ordre syndical a bien régné dans l'usine. Les outils sont intacts, pas de destruction de machines par les étudiants. Pas de contestations, ni d'actes hostiles d'aucune sorte de la part des jeunes enthousiastes ou des vieux "anarchisants". Le directeur est là tous les jours, dans son bureau; il signe le déblocage des fonds pour la cantine, ordonne les avances de salaires aux grévistes, discute de temps à autre avec les délégués, ne prend aucune décision de lui-même, lui aussi, il attend et suit les ordres...

Un événement important: les ingénieurs ont fait la grève. Le premier jour, ils se sont réunis séparément. Il leur a fallu quatre jours, pour que, par une faible majorité, ils décident une grève de solidarité. Ils ont tenu pendant trois semaines, se réunissant presque tous les jours pour discuter, et élaborer leur propre cahier de revendications. Ensuite, ils ont demandé un vote secret de l'ensemble du personnel pour ou contre la reprise du travail. La majorité des grévistes votent contre le vote et les ingénieurs reprennent le travail. Comme l'usine est fermée et gardée par le piquet de grève, les ingénieurs travaillent dans des chantiers extérieurs à l'usine.

Au milieu de la dernière semaine de grève, le grand patron accepte la discussion avec les délégués. Les choses se précipitent. Le jeudi 13, à l'assemblée générale, le délégué CGT dit qu'il faut savoir reprendre le travail et propose à son tour un vote secret sur cette question; le vendredi 14, comme prévu, on passe tout de suite au vote. On sort les isoaloirs, comme pour les élections de routine quand il s'agit de désigner le comité d'entreprise ou les délégués du personnel. La majorité des travailleurs est découragée et jugent qu'une semaine de grève de plus ou de moins ne changera rien, maintenant que les autres corporations sont déjà au travail, que le front des travailleurs est brisé, et que les métallos sont presque seuls à continuer à se battre.

La cantine est pleine quand on annonce le résultat: 423 voix pour la reprise, 135 pour la continuation de la grève, 3 votes nuls. L'assemblée est houleuse. Ceux qui veulent "continuer le combat", sont contents quand même de se trouver si nombreux.

La direction et les délégués ont hâte d'en finir. Ils proposent de recommencer le travail l'après-midi même et la direction, généreuse, paiera la journée entière. De partout on crie "lundi, lundi!". Une nette majorité semble refuser le marchandage. A 13 heures, quelle surprise! Tout l'état-major CGT et CFTD est devant les portes grandes ouvertes de l'usine; deux délégués portent les drapeaux, le rouge et le tricolore, et ils s'engagent dans l'usine, suivis timidement d'une minorité d'ouvriers... Arrivés à l'intérieur ils entonnent l'Internationale.

Le lundi matin, tout le monde est là, c'est le "retour à la normale".

P.S.- Le mercredi 22, deux jours après notre début de grève, les syndicats se déclarèrent déjà prêts à négocier avec le patronat et le gouvernement. A la nouvelle de l'ouverture des négociations avec Pompidou, tout le monde pensa qu'étant donné la paralysie du pays, l'agitation insurrectionnelle permanente des étudiants qui soulevait le monde du travail, il y avait beaucoup de chance pour que le patronat et l'Etat capitaliste lâche quelque chose d'important. Quelques-uns poussaient plus loin l'espoir: ils vont céder rapidement, et probablement on reprendra le travail dans le courant de la semaine prochaine.

Mais dès que le fameux protocole d'accord du dimanche 26 eut été proclamé, et que Séguy et consorts eurent été hués chez Renault, tout le monde se sentit dupé et comprit que la lutte serait plus dure. A l'assemblée générale dimanche, après avoir informé les grévistes des modalités du protocole, les délégués eux-mêmes, comme pénétrés du malaise général, proposèrent tout simplement la continuation de la grève.

Le sentiment d'avoir été dupé se renforça lorsque le gouvernement brisa le mouvement en accordant des avantages aux secteurs-clés (électricité, métro, SNCF, postes,...) et que les syndicats se mirent à chanter victoire.

ooooooo

ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE

La récupération des heures de grève:

Dans les revendications qui avaient été présentées à la direction le lundi 27 mai, on trouvait des "préalables" qui devaient être écartés tels quels sans discussion ni modifications. Le premier de ces préalables était:

- "A - paiement des heures de grève - absence de sanction- report des jours de congé".

Dans le protocole d'accord qui fut soumis au vote des employés, ce préalable était devenu:

" Compte tenu des circonstances exceptionnelles, les heures d'absence du personnel, quel qu'en soit le motif, seront compensées par un effort général, selon des modalités très souples, pour remettre rapidement en situation normale le groupe AGF dans un climat rénové.

dent, mais elle n'en marque pas moins une rupture avec la situation existante. Les intéressés eux-mêmes étaient bien loin de penser que leur attitude était objectivement révolutionnaire. Au contraire, ils ne souhaitent qu'éviter un heurt, jouer leur rôle habituel de médiateurs, oeuvrant pour "le bon fonctionnement de l'entreprise, soucieux avant tout d'éviter une reprise de la grève dont ils ne veulent plus et qui risque de les placer dans une position délicate". Mais telle est la leçon de l'histoire que les circonstances donnent à une proposition pacificatrice et bien dans la ligne de leur "fonction" d'auxiliaires de la direction, un sens tout différent, transformant radicalement les rapports de classe. Le président, bien sûr, a refusé.

Mais c'est un peu cette même situation que l'on retrouve au sein du comité de grève à ce moment. Même s'ils ne l'expriment pas, les 130 membres du comité de grève sentent qu'autre chose peut être possible qui s'inscrirait dans une toute autre direction que la tradition. Cela est si vrai qu'après les propositions de manifestation pour le lundi suivant, personne ne traite à la légère une proposition totalement différente. La direction a repris sa parole, montrant concrètement, que les travailleurs de l'entreprise sont capables de prendre des décisions. Il est proposé non de reprendre la grève ou de manifester, mais de former un comité d'action élu sur la base d'un délégué par service.

Fort de l'adhésion de tous, et ne proposant que des modes d'action qui auraient été acceptés par tous les travailleurs, ce comité pourrait prendre des décisions, dans des domaines réservés de la direction, sur des points précis (pointage, non récupération, établissement de la paie, etc..) décisions qui seraient effectivement suivies par tous ceux qui auraient participé à leur élaboration.

Le comité de grève, surpris par cette proposition inusitée, se divise en trois: les favorables (employés, une fraction des cadres et quelques militants CPDT) les dérouterés qui restent muets (CGT et FO principalement), les hostiles (cadres principalement) qui avancent des arguments "techniques" n'osant pas dire qu'ils ne veulent absolument pas risquer leur place et leur carrière dans un conflit ouvert avec la direction. L'idée centrale de la proposition, c'est d'avoir un comité qui puisse traduire à tout moment et directement, la volonté de la base et de faire de la gestion elle-même la forme de lutte -praticquée et imposée- et non une revendications dont on attend satisfaction de la part de la direction.

Les débats se prolongent sur cette proposition : aucune décision n'est prise, sauf de diffuser le tract suivant dans tout le groupe le lundi matin 10 juin:

" Le mardi 4 juin, une délégation du comité de grève du Groupe des Assurances Générales de France et la direction de ce groupe signaient un protocole d'accord approuvé par la majorité du personnel et comportant la reprise immédiate du travail.

" Le vendredi 7 juin, la direction du Groupe convoquait à 16h30 la délégation du comité de grève pour lui signifier que le Ministère des Finances l'avait mise en demeure de dénoncer la partie de l'accord prévoyant le paiement intégral des heures de grève ou d'absence. Les conditions F F S A (avance de 60% récupérable sur des heures supplémentaires) seraient automatiquement appliquées aux salaires des 15 jours de grève.

" Cet état de fait signifie qu'une signature donnée à un moment quelconque par un dirigeant de l'entreprise peut être remise en cause par une autorité extérieure à l'entreprise.

" Le comité de grève du Groupe des Assurances Générales de France s'est réuni pendant le week-end, pour examiner la situation résultant de cette décision.

"Pour envisager avec les employés, agents de maîtrise et cadres du groupe toutes les formes d'action qui paraîtraient nécessaires pour obtenir le respect des conventions passées, des Assemblées Générales se tiendront le LUNDI 10 JUIN, à 10 HEURES:

- dans la cour 87 rue de Richelieu pour le Groupe des A.G. (Richelieu, Drouot, St Lazare, Célérité, etc..)
- dans le hall du Phénix, pour les Phénix.

Le Comité de Grève des A.G.F. - 8 juin 1968.

Le comité de grève ne se réunit pas pendant le week-end, mais les dirigeants syndicaux eurent le temps de mettre en place leur contre-offensive.

L'assemblée générale du lundi 10 juin se déroule dans une atmosphère tendue, la cour est remplie de près de 3000 employés: diverses propositions sont faites manifestation de rue immédiate, reprise de la grève, constitution d'un comité d'action.

La manifestation de rue fut la soupape de sûreté: les 3000 employés y participent, la rue de Richelieu fut bloquée près d'une heure, un groupe important d'employés resta assis pendant ce temps au carrefour Richelieu-4 Septembre. Puis la foule remonta lentement par le carrefour Richelieu-Drouot, la rue Le Peletier, jusque devant le Phénix, rue Lafayette où elle stationna jusque vers midi pour revenir en se dispersant vers Richelieu.

Dans tout le quartier, ce furent des embouteillages monstres. On put même remarquer que les conducteurs de bus couvraient l'arrière de la manifestation en alignant les bus côte à côte de manière à bloquer totalement la rue. Tout au long du parcours, le tract suivant, tiré sur les machines Xerox des A.G., fut distribué aux automobilistes et aux passants:

" Le personnel, Cadres, Agents de Maîtrise, et Employés des Assurances Générales de France communique:

" Au terme de deux semaines de grève au cours desquelles une délégation du Comité de Grève a longuement débattu, négocié et, après approbation du personnel, conclu avec la direction générale, un protocole d'accord couvrant une large partie des revendications d'ordre salarial et ouvrant dans un climat rénové des perspectives de réformes profondes des structures, la reprise immédiate du travail a été décidée et effective le Mardi 4 juin, conformément à ce protocole d'accord.

" Le vendredi 7 juin, soit le troisième jour après les signatures échangées, la présidence des AGF a fait connaître que l'autorité de tutelle c'est-à-dire le Ministère des Finances s'opposait formellement à l'application de l'article du protocole traitant de l'indemnisation des jours de grève.

" Ainsi, le Pouvoir intervenant d'une manière négative dans un accord librement conclu donne donc publiquement la preuve de son orientation répressive à l'égard du personnel d'une société nationalisée, désavouant de ce fait, le Chef d'entreprise, lequel paraissait précisément manifester conformément à l'idée directrice du Chef de l'Etat, son souci d'application d'une certaine conception de participation.

"Le personnel des AGF proteste énergiquement quant à la destructive intrusion gouvernementale dans un accord d'entreprise, alerte les travailleurs de toutes les professions et toutes les organisations syndicales sur la précarité des signatures échangées pour obtenir par tous les moyens une remise en marche de l'Economie Nationale, fait appel à la solidarité de tous dans les dispositions que le personnel des AGF sera amené à prendre pour l'application intégrale et le respect d'un protocole qu'il considère toujours pour sa part, entièrement valable.

Vers 13 heures, des groupes nombreux stationnent toujours devant le siège rue de Richelieu. Personne n'a l'intention de reprendre le travail. Au contraire sans aucun mot d'ordre, un groupe se forme qui barre de nouveau la rue tout en distribuant le même tract. Mais déjà à ce moment quelques têtes syndicales commencent à critiquer: il n'y a pas eu de mot d'ordre de continuer, ça suffit comme ça. Des flânes, on

PUBLICATIONS

- Action: Nos 26-27-28-29 (journal des comités d'action avec soutien de l'UNEF, SNESup et CIL) - articles sur l'Université, informations sur la répression dans les usines et une page "A bas l'armée"? n° 30 à 34 (52 rue Galande Paris 5ème)
- Cahiers de Mai: Nos 3-4-5 (Marcelle Fournié-80 quai de la Rapée, Paris 12è): les étudiants à Flins en juin, les métallos de Stein-Roubaix-Tchécoslovaquie- journal d'une ouvrière à Montpellier-proposition d'action aux ex Beaux-arts.
- Scienlit 7: UNEF, 15 rue Soufflot, Paris 5- comité de grève de la Fac de Sciences de Paris "Éléments pour un dictionnaire du mouvement" et "la prolétarisation et les étudiants".
- Monde Libertaire: N° 144- 3 rue Termeaux, Paris 11- articles sur le Congrès de Carrare avec satisfecit sur la naissance de l'Internationale des fédérations anarchistes et réflexions amères sur certains contestataires. n° 145 et 146
- Rouge: N° 2- journal d'action communiste B P 201, Paris 19. n° 4 à 6
- Lutte Ouvrière: Nos 6 à 11- Michel Rodinson-Initiative socialiste- 54 rue Mr Le Prince Paris 6- Articles sur la Tchécoslovaquie-Mexico-Réforme universitaire-Plaidoyers pour l'organisation révolutionnaire. n° 15 à 19 -Vietnam - Prague -lycéens -
- Ecole Emancipée: N° 1- septembre- François Larvor- 12 rue A. Le Braz- 22 St Briec- "Réformisme et Réalité". n° 2 à 6
- Révolution Prolétarienne Nos 238-239-240- 21 rue J. Robert- Paris 18- "Événements de mai-juin- Tchécoslovaquie- Plaidoyer pour l'organisation".
- Cahiers du communisme de conseils: N° 1-octobre 68- Camoin Robert- B.P. N° 15- 13 Marseille- 12è; "notre tâche- le matérialisme historique- Anton Pannekoek".
- Brochure sur Erich Mühsam de Roland Lewin, supplément au N° 143 du Monde Libertaire.
- Cahiers des amis de Han Ryner N° 90- 3 allée du château-93 Les Pavillons s/s Bois.
- Le Brûlot: N° 51- pamphlet rédigé par G.A. Dassonville- 30 B rue Molière- 93, Bagnolet
- Cahiers de l'Humanisme Libertaire Nos 146-147-148 -Ince Ottié- 21 rue des Mathurins- Bièvres.
- La Voie de la Paix N° 191- F. Bauchet- 36 rue du Mal Foch B.P. 20- 14 Villers s/Mer. "une voie à suivre..." ou la résistance passive, des Tchèques. n° 192 et 193
- Union Pacifiste Nos 26-27- J. Gauchon- Groupe Paul Langevin- 78 Trappes n° 28 et 29
- Le Résistant à la Guerre N° 13- juillet-août 68- Bulletin de la section suisse de l'Internationale des résistants à la guerre- Adresse du Mouvement suisse: Arthur Villard-Lissawog 14, 2506 Bienne- Informations sur procès d'objecteurs de conscience. n° 14 et 15
- Le Peuple Breton Nos 57-58- B.P. 103 Rennes- "La Bretagne dans l'Europe bleue" et "le combat de la CSF à Brest-" en mai juin. n° 59 et 60 -Bretagne et régionalisation.
- La Base: bulletin du comité d'action Citroën XVè.
- Bulletin de la Comité de liaison des Assurances Générales de France
- Le Prolétaire N° 58- octobre 68- B.P. 375- Marseille-Colbert.
- Perspectives syndicalistes N° 43- 8 place J. Bonsergent- Paris 10è- n° 59 "Réponse aux militants CGT qui s'interrogent après le deuxième coup de Prague "
- Anarchos -BO Box 466- Peter Suyvesant Station- New-York- N.Y. 10.009 - C'est plus qu'un vulgaire commentaire qu'il faudrait- sommaire du N° 2: Vietnam- 18 points pour la révolution totale-des formes de la liberté- vers une technologie libératrice (extrait de l'éditorial paru dans ICO N° 75-Nov.68, bas de la page 21). (en anglais)
- Bulletin vénézuélien: le N° spécial sur "Mai en France" est plutôt médiocre et bien entendu tout à fait "pour la construction d'une nouvelle internationale non bureaucratique." (en espagnol)

comités d'action d'entreprise, la majorité sans appartenance à un "groupuscule" (les membres de Lutte Ouvrière s'en étant retirés), une minorité membres de groupes (la plupart du Glat).

Depuis quelques réunions, un compte-rendu hebdomadaire donne le résumé des informations échangées; elles concernent les entreprises suivantes: Citroën, NMFP, Grands Magasins, Thomson, RATP, Transports routiers, Compteurs de Montrouge, Sud-aviation, Nord-aviation Lachette, Rateau, Air-France, Assurances Générales de France,...

Inter-Luttes : 13 Rue Pascal, Paris 5è. reprend ces informations avec d'autres de France et du monde dans un bulletin ronéoté, initiative distincte du groupe inter-entreprise, qui se donne comme tâche de recueillir et rediffuser " toutes informations sur la répression, l'exploitation capitaliste, sur les actions des travailleurs, tracts, photos, bulletins, que vous jugez intéressants, sont à adresser à Inter-Luttes ". Plusieurs numéros sont déjà parus.

Les deux numéros cités de Lutte de Classe reprend également mais avec des commentaires où l'on retrouve les positions du GLAT, les informations échangées à inter-entreprise avec d'autres sur le mouvement ouvrier, entrelardées d'abondantes citations de Marx et Hegel. Le numéro de décembre contient un éditorial consacré à une proposition de structuration du groupe inter-entreprise, dont nous citons la conclusion:

" Un regroupement fondé sur ces principes donnera aux militants du mouvement de mai la possibilité de définir leur orientation et de se doter des moyens matériels nécessaires pour faire entendre leur voix. Et il leur permettra par là même d'intervenir correctement dans les luttes qui ne manqueront pas de se produire à mesure que le capital s'efforcera de reprendre les maigres avantages concédés en juin dernier ".

A la lumière des débats antérieurs, cet article et sa conclusion prend toute sa signification. Nous reviendrons sur ce débat non seulement à propos de cet article, mais de toutes les discussions sur l'orientation et l'action des groupes issus de mai.

Des camarades du Comité d'action RATP ont publié sous ce titre un fascicule de 8 pages - historique et perspectives-

Les bulletins d'entreprise suivants peuvent, de même que les publications ci-dessus, citées sans adresse, être adressés par ICO aux camarades qui le désirent:

- La Base - Bulletin d'information du Comité d'action des Grands Magasins.
- La Base - bulletin du Comité d'action Citroën.
- Bulletin du Comité de Liaison des Assurances Générales de France.

oooooooooooo

En raison de l'accroissement du tirage d'ICO (850 exemplaires) des camarades plus nombreux ont participé à la confection du bulletin N° 75 de novembre 68. Si l'on y a gagné en rapidité, on y a perdu un peu - provisoirement - en expérience et certains bulletins comportent des pages blanches. Les victimes de cette censure involontaire peuvent nous réclamer pour remplacement ce qui leur manque.

L'acheminement d'ICO ou des brochures par les PTT subit parfois de curieuses perturbations. Nous n'y pouvons rien. Mais nous demandons aux camarades qui n'auraient pas reçu ce qu'ils attendent de nous récrire, en réclamant sans trop nous engeuler.

Faute de place, nous avons dû laisser pour un prochain bulletin:

- 1/ une réponse à la Revolution Prolétarienne N° 543-nov.68, p.15, sur le thème "syndicats ou conseils ouvriers."
- 2/ une reproduction d'un passage du livre " Enragés et situationnistes dans le mouvement des occupations" - R. Vienet - Col. Témoins - Gallimard (20 Frs), concernant ICO.
- 3/ un aperçu d'une brochure "Les syndicats contre la Révolution" de Benjamin Péret et G. Munis préface de Jehan Mayoux. Edit. Losfeld- Le Terrain Vague (6.60 Frs)

Publications en langue anglaise

Grande Bretagne

Solidarity -octobre 68 c/o H Russell 53 A Westmoreland Road , Bromley ,Kent - La critique d'une brochure de T.Cliff et I. Birchall permet à un camarade de Solidarity de tirer les principales leçons des événements de mai 68 en France . C'est une bonne contribution à une discussion internationale sur ces événements . Au sommaire de ce numéro de Solidarity relevons encore un article sur le mouvement des étudiants de l'Université d'Essex en mai .

-Volume 5 n° 5 - novembre 68 - au sommaire Vietnam -traduction d'un article d'ICO sur l'insurrection de Saïgon 1945 - articles sur les grèves anglaises - la révolte d'ouvriers de l'usine Brentford Nylons et l'article sur Lucas figurant dans le présent bulletin .

Militant Nos de septembre, octobre et novembre - 197 Kings Cross Rd. London- W C I

Freedom hebdomadaire anarchiste - 84 a Whitechapel High Street, London E I.

La brochure d'ICO " Le mouvement pour Les Conseils Ouvriers en Allemagne " (N° 42- 1965) a été traduite en anglais sous le titre " The Origins of the movement for workers councils in Germany " (1918-35) avec une préface de J. Thomas et quatre appendices.

Elle peut être obtenue à: COPTIC PRESS - 7 Coptic Street- London W C I. de même que les brochures suivantes:

- The Bonnot Gang
- The Origins of the Anarchist Movement in China
- Aims and principles of anarchism
- The origins of the revolutionary movement in Spain.
- State Socialism de Michel Bakounine

U.S.A.:

Speak Out revue du groupe Facing Reality 14131 Woodward ave., Detroit, Mich. 48203. Le numéro de juin-juillet en partie consacré aux événements de France est le dernier à paraître dans le format des 20 premiers numéros.

Industrial Worker : mensuel des I/W/I. 2422 N. Halsted Street, Chicago, Ill., 60.614.

News and Letters : Nos d'août-septembre et octobre 1968- 415 Brainard, Detroit, Michigan 48201. - Remarqué les articles sur la Tchécoslovaquie.

Spartacist: N° de septembre-octobre - organe d'une tendance trotskyste en liaison avec Voix Ouvrière de France. - Box 1377 G.P.O. New-York, N.Y. 10001.

Black and Red: N° 2- octobre 1968 - nouvelle petite revue- P.O. Box 973- Kalamazoo, Mich. 49.0005.

Surrealist Insurrection : c/o Solidarity Bookshop. 745 Armitage - Chicago 60614.

The Power of Negative Thinking: une brochure de Robert Chasse, éditée par The Council for the liberation of daily life. Box 666 Stuyvesant Station- New-York, N.Y. 10009.

Bulletins d'entreprise, de comités d'action et autres: Nous n'avons pas la prétention de tout citer, encore moins commenter sous ce titre: seulement les publications dont nous pouvons avoir connaissance et qui restent en marge et ignorées parce qu'elles reflètent le mouvement réel, celui qui ne doit pas être connu et de ce fait ne bénéficient pas de la diffusion de journaux d'organisation - les anciennes- ou celles qui ont muté en mai (Action, Lutte Ouvrière, Informations Ouvrières, Barricade, Rouge, etc..)

Mai 68: journal des Comités d'Action étudiants-travailleurs- Marseille-Région (N°1 Nov.68) AGEM 115 La Cannebière-Marseille 10°) issu du mouvement du 11 mai est déjà imprimé et l'on y retrouve mélangé essentiellement les thèmes d'Action et de Rouge, les comités d'action n'apparaissant qu'une machine de guerre pour aboutir au parti révolutionnaire bien connu.

Lutte de classe: (pour le pouvoir des travailleurs) vient de publier deux numéros- nov. et décembre 68- Ce titre était celui du bulletin du GLAT (Groupe de liaison et d'action des travailleurs) avec lequel ICO a discuté dans le passé (cette discussion a fait l'objet d'un supplément sur "l'organisation") (nous pouvons l'envoyer à ceux que ça intéresserait).

En mai, le GLAT s'est trouvé à Censier, faculté des lettres de Paris, au centre de liaisons ouvriers-étudiants et ont effectivement accompli un certain travail de liaison, d'aide matérielle et d'explication. De cette activité, est issu un "Comité inter-entreprise" formé en majorité de travailleurs et d'étudiants, les uns isolés, les autres membres de

Ce que nous sommes, ce que nous voulons

Ce texte ne constitue pas un programme ou une plate-forme d'action il constitue le point, d'une discussion permanente entre tous les camarades d'I. C. O. chacun peut le remettre en question. En tout ou partie.

Le but de notre regroupement est de réunir des travailleurs qui n'ont plus confiance dans les organisations traditionnelles de la classe ouvrière, partis et syndicats.

Les expériences que nous avons faites nous ont montré que les syndicats actuels sont des éléments de stabilisation et de conservation du régime d'exploitation.

Ils servent d'intermédiaires sur le marché du travail, ils utilisent les luttes pour des buts politiques, ils sont les auxiliaires de toute classe dominante dans un Etat moderne.

Nous pensons que c'est aux travailleurs de défendre leurs intérêts et de lutter pour leur émancipation.

Travailleurs parmi d'autres, nous essayons de nous informer mutuellement de ce qui se passe dans nos milieux de travail, de dénoncer les manœuvres syndicales, de discuter de nos revendications, de nous apporter une aide réciproque.

Dans les luttes, nous intervenons comme travailleurs et non comme organisation pour que les mouvements soient unitaires et pour cela, nous préconisons la mise sur pied de comités associant de façon active le plus grand nombre de travailleurs, nous défendons des revendications non hiérarchisées, et non catégorielles capables de faire l'unanimité des intéressés. Nous sommes pour tout ce qui peut élargir la lutte et contre tout ce qui tend à l'isoler. Nous tentons par des liaisons internationales de savoir aussi quelle est la situation des travailleurs dans le monde et de discuter avec eux.

Tout cela nous mène à travers les problèmes actuels à mettre en cause toute la société d'exploitation, toutes les organisations, à discuter de problèmes généraux tels que le capitalisme d'Etat, la hiérarchie, la gestion bureaucratique, l'abolition de l'Etat et du salariat, la guerre, le racisme, le socialisme, etc. Chacun expose librement son point de vue et reste entièrement libre de l'action qu'il mène dans sa propre entreprise. Nous considérons comme essentiels les mouvements spontanés de résistance à tout l'appareil moderne de domination alors que d'autres considèrent comme essentielle l'action des syndicats et des organisations.

Le mouvement ouvrier est la lutte de classe telle qu'elle se produit avec la forme pratique que lui donnent les travailleurs. Ce sont eux seuls qui nous apprennent pourquoi et comment lutter ; nous ne pouvons en aucune façon nous substituer à eux ; eux seuls peuvent faire quelque chose. Nous ne pouvons que leur apporter des informations au même titre qu'ils peuvent nous en donner, contribuer aux discussions dans le but de clarifier nos expériences communes et, dans la mesure de nos possibilités, que leur fournir une aide matérielle pour faire connaître leurs luttes ou leur condition.

Nous considérons que ces luttes sont une étape sur le chemin qui conduit vers la gestion des entreprises et de la société par les travailleurs eux-mêmes.

informations correspondance ouvrières

Correspondance : **P. BLACHIER**, 13 bis, rue Labois-Rouillon - PARIS-19°
Abonnement : **Un an - 12 numéros : 6 F.**
Versements : **I.C.O., c.c.p. 20.147-54 PARIS**

ROENOTE à l'adresse ci-dessus - Le Directeur de Publication **P. BLACHIER**.